

*l'Anti*capitaliste

N°167-168 | Avril-Mai 2025 | 4,5 €



CONTRE LA RÉPRESSION DE L'ÉTAT



SOUDAN : L'ÉMOTION D'UNE RÉVOLUTION



LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE
D'IRAN À BOUT DE SOUFFLE



LES INCENDIES EN PALESTINE

EDITORIAL

PREMIER PLAN

- Edouard Soulier et Mathilde Millat.** Le double objectif de la répression à l'université **4**
- Guillaume Le Rouge.** Dépendance et capitalisme souterrain **7**
- Dave Kellaway.** L'Italie échoue à remporter ses référendums **10**
- Entretien avec Adèle Ribuot et Nadav Joffe.** Les incendies en Israël-Palestine **12**
- Babak Kia.** La République islamique d'Iran à bout de souffle **15**
- Solidarity.** Après le « No Kings day », État de la résistance aux Etats-Unis **18**

DOSSIER

- Antoine Larrache.** Pourquoi l'État réprime **21**
- Hafiza b. Kreje.** Clivages raciaux et islamophobie dans la répression **24**
- Hafiza b. Kreje / Tonio Sounn.** Lutte contre l'antisémitisme : faisons le point **28**
- Sulalat.** S'organiser sur le terrain judiciaire contre la répression **32**
- Edouard Soulier.** Retaillage : l'ascension fulgurante de la médiocrité raciste **35**

DÉBAT

- E. Collonges, A. Larrache, H. Marra, R. Pelletier, S. Picou.** Face aux dangers de la situation **37**

CULTURE

- Entretien avec Hind Meddeb.** Soudan : Partager l'émotion d'une révolution **40**

Retrouvez notre revue sur sa page du site *L'Anticapitaliste* :
<https://lanticapitaliste.org/presse/revue>.

Couverture : © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



Des policiers reculent après une charge au milieu des lacrymos. 12e manifestation intersyndicale contre la réforme des retraites. 13 avril 2023 Photographie de Martin Noda / Hans Lucas

NPA

l'Anticapitaliste

S'ABONNER

PAR CHÈQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir — 93100 Montreuil Cedex
 France et DOM-TOM

Tarif standard	6 mois	1 an
Revue mensuelle	22 euros	44 euros
Revue + Hebdo	50 euros	100 euros
Tarif jeunes/chômeurs précaires		
Revue mensuelle	18 euros	36 euros
Revue + Hebdo	38 euros	76 euros

Étranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31
 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs précaires	
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre

En complétant et retournant la formule publiée dans
 l'hebdomadaire et également disponible sur :
<https://lanticapitaliste.org/abonnement>

l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA-L'Anticapitaliste

Comité de rédaction

Fabienne Dolet, Raphaël Gregg, Thierry Labica, Hafiza b. Kreje, Antoine Larrache, Hélène Marra, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Édouard Soulier.

Pour contacter la rédaction

contact-revue@npa2009.org

Directrice de la publication

Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction

Raphaël Gregg

Diffusion

diffusion.presse@npa2009.org

Administration

01 48 70 42 30
 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire

0519 P 11509

Numéro ISSN

2269-370X

Société éditrice

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et
 de communication
 SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage

3 000 exemplaires

Maquette et impression

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
 Tél. : 01 48 70 42 21
 Fax : 01 48 59 23 28
 Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Climat : un plan d'urgence est nécessaire

PAR LA COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE

Les épisodes caniculaires s'ajoutent aux autres manifestations du chaos climatique (sécheresses, incendies, inondations...) et impactent tous les aspects de notre vie. Déjà bien présentes, les catastrophes climatiques exigent d'agir immédiatement pour protéger toute la population et ses membres les plus vulnérables, enfants et personnes âgées, malades chroniques et travailleur-ses exposé-es.

Note : Nous remercions nos lecteurs pour leur fidélité, malgré le retard pris dans la parution ces derniers mois. Nous faisons nos meilleurs efforts pour le rattraper

Depuis 2017, les gouvernements successifs de l'ère Macron s'acharnent à détricoter le droit environnemental, à promouvoir le business agricole et à réprimer toute contestation des projets écocides, car rien ne doit entraver la course à la croissance et aux profits.

Après l'attribution aux préfets de pouvoirs exorbitants les autorisant à passer en force par-dessus les réglementations environnementales, après la relance criminelle du nucléaire, après la suppression de la loi Zéro artificialisation nette – déjà insuffisante – après les entraves aux actions en justice qui ont fortement réduit les possibilités de recours contre des projets inutiles, le gouvernement attaque de nouveau le vivant avec la loi Duplomb. Le vote de cette loi vient couronner sa politique, en réautorisant l'utilisation de pesticides pourtant jugés toxiques par les scientifiques, en encourageant l'implantation des mégabassines et en facilitant l'élevage industriel concentrationnaire.

C'est pourtant clair : la direction de la société par le capitalisme et le mode de vie des riches qui en découle sont les principaux

responsables des émissions de gaz à effet de serre. Si les riches peuvent rester à l'abri, la population est en première ligne. Il faut donc mener la bataille syndicale et politique et obtenir un plan d'urgence immédiate dans les services publics et les lieux de travail :

- dans les établissements scolaires et les crèches, poser du double vitrage, des rideaux isolants, des ventilateurs ou des brumisateurs, investir pour rénover le bâti, isoler les bâtiments, végétaliser les cours de récréations bitumées. Aucun enfant ne doit être privé d'école ! ;
- mettre en place un plan national et un service public de rénovation des logements afin d'en finir avec les « bouilloires thermiques » ;
- stopper la bétonisation, multiplier les espaces verts ;
- augmenter, former le personnel des Ehpad et des services hospitaliers ;
- généraliser les mesures obtenues

par la CGT BNF, une heure en moins sans perte de salaire au-dessus de 32 °C, la journée au-dessus de 35 °C ;

- créer les postes et moyens supplémentaires pour l'inspection du travail et des droits pour les salarié-es, en particulier le rétablissement des CHSCT (comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) supprimés par la loi El-Khomry, dite loi Travail, en 2016 ;
- instaurer le Zéro artificialisation et un moratoire sur tous les projets écocides : autoroutes, mégabassines, grandes infrastructures et projets types Jeux Olympiques... ;
- augmenter et généraliser le Versement Mobilité pour des transports publics gratuits, étendus, adaptés aux besoins et accessibles à tou-t-es.

À nous d'imposer par nos luttes un plan d'urgence climat ! ☐



Manifestation à Paris, le 7 mars 2023 © Photothèque Rouge / Martín Noda / Hans Lucas.

Le double objectif de la répression à l'université

PAR EDOUARD SOULIER ET MATHILDE MILLAT

Des mobilisations contre le génocide en Palestine sur les campus américains l'année dernière aux manifestations gigantesques contre le gouvernement en Serbie, l'université reste un lieu de contestation et d'émancipation. Même s'il est en retrait depuis la défaite sur la loi ORE en 2018 qui institue la sélection à l'université, le mouvement étudiant français a encore montré qu'il était capable de défier la classe dirigeante.

Les blocus et les occupations pour la Palestine ont émaillé l'année 2024, notamment dans des institutions dites de prestige comme Sciences-Po ou l'École normale supérieure. En tant qu'elle reste un lieu de développement des idées critiques, l'Université est un espace privilégié pour organiser la contestation, voire des stratégies militantes. Les différentes défaites, la période Covid et la sélection ont créé une rupture générationnelle qui affaiblit les syndicats étudiants, même s'il reste toujours un certain niveau de radicalité. Il ne s'agit pas que des étudiant-es : les personnels malgré une passivité et une apathie générale, restent un point d'appui dans le soutien des luttes. Par les grèves et les actions syndicales contre le démantèlement de l'université mais aussi par des prises de positions dans le champ politique général grâce à une partie de leurs recherches (sciences sociales, *gender studies*, *racial studies*, etc.) ou des prises de position (tribunes, essais, articles, réunions publiques, etc.) en tant que membre de l'université.

Pour autant, l'université n'est pas du tout un bastion « gauchiste », et ce malgré les paniques morales de la droite sur « l'islamo-gauchisme » et « l'entrisme frériste » à l'université qui ne décrit pas la réalité. La classe dirigeante participe également à un discours hostile vis à vis l'université qui développerait des formations « inutiles » et seraient des « usines à futur-es chômeuses et chômeurs ». Les vingt dernières années ont ainsi vu l'explosion de formation payantes

qui assureraient de « vrais » débouchés, concurrentes au service public de l'université. La démultiplication récentes des formations en alternance dans l'enseignement supérieur (formation à bac+3 ou bac+5) en est un signe. Ces formations « professionnalisantes » sont subventionnées massivement par l'État et sont un transfert d'argent public vers le privé qui abuse d'alternant-es à la place d'emplois stables. Le coût d'études longues devenant prohibitif surtout pour les enfants des classes populaires, la possibilité d'avoir un « salaire » lors de l'alternance et donc de ses études est très attrayant d'où leur succès.

À L'ÉCHELLE GLOBALE DU NÉO-LIBÉRALISME, UNE UNIVERSITÉ QUASI GRATUITE EST UNE CONCURRENCE DÉLOYALE QUI DOIT ÊTRE DÉMANTELÉE

En parallèle, nous assistons à une recrudescence de la répression à l'université, avec un double objectif : d'une part, permettre la privatisation de l'enseignement supérieur et de la recherche, d'autre part, supprimer un potentiel de contestation qui s'est certes affaibli, mais qui reste présent dans les esprits. Il s'agit d'une dynamique non seulement française, mais aussi internationale, dont les temporalités sont différentes.

LE MANAGEMENT PAR PROJET

Depuis 2003, le financement de la recherche a été profondément modifié. Avant cette date, un budget annuel était alloué à un laboratoire de recherche pour financer ses travaux :

expériences, personnels temporaires, ordinateurs etc. Après cette date, le financement s'est fait par « projet » via l'Agence Nationale de la Recherche (ANR). En pratique, chaque chercheur-se doit justifier son projet de recherche auprès de cette agence et recevoir des financements si celui-ci est accepté. On assiste à un transfert des fonds récurrents vers les fonds ANR sur les 20 dernières années, qui fait qu'une partie des chercheur-es doivent passer leur temps à chercher des financements car le budget alloué de manière récurrente ne leur permet plus de faire leur travail de recherche. Sans compter l'augmentation des tâches administratives, justifiée par la baisse importante d'emplois de personnels.

Cela a drastiquement changé les conditions de travail et cela crée de fait une compétition entre groupes de chercheur-es, une sélection accrue entre ceux qui ont des financements et ceux qui en ont moins. Dans la mesure où c'est l'ANR qui décide des financements, l'État et les différents ministères peuvent « orienter » les axes de recherche dans un sens de la « valorisation » avec les entreprises. Cette transformation de la recherche a profondément affecté la profession. Les différentes agences d'évaluation, les menaces de reconduction ou non d'équipes ont atomisé les collectifs de chercheur-es et cela privilégie des profils « à l'américaine » : un seul individu permanent considéré comme « brillant » qui a une équipe de chercheur-es précaires financés par les subsides obtenus par le chercheur « principal ». Cette évolution s'est accompagnée par

l'explosion des contrats précaires dans la recherche : chercheur-es (post-doc), ingénieur-es et techniciennes et techniciens en CDI de « projet » de 3 ans pour pouvoir contourner la loi sur l'emploi dans la fonction publique. Ces réformes s'accompagnent d'une restriction de budget sans précédent avec des diminutions continues du nombre de postes de fonctionnaires (presque 40 % de diminution depuis 2010). Pour les chercheur-es du CNRS par exemple, le recrutement était autour de 400 par an fin des années 1990 pour un peu plus de 200 par an dans la période récente.

Le CNRS est l'une des structures les plus mises sous pression car elle a vocation à développer la recherche fondamentale, en sciences expérimentales certes, mais aussi en sciences sociales. Le dirigeant du CNRS est celui qui parlait de sélection naturelle pour décrire l'évolution des carrières et des financements dans la recherche. C'est le même qui avait proposé la réforme des « key-labs » — un désengagement financier du CNRS sur 75 % des laboratoires en privilégiant les 25 % restants. Sous couvert d'efficacité, c'est ni plus ni moins que le fonctionnement néolibéral avec ses réformes brutales et son langage de merde.

MUSELER LES CHERCHEURS ET LES ÉTUDIANTS

Les réformes néolibérales ne suffisent pas : il faut aussi briser d'éventuelles sources de contestation et plaire à un des fantasmes récurrents de la droite et l'extrême droite sur la pseudo tendance à l'extrême gauche au sein des universités.

Il s'agit d'une part de faire la chasse à « l'islamo-gauchisme » : les universitaires seraient wokes et seraient le support d'un soutien à l'islamisme. La ministre de l'ESR Frédérique Vidal en 2021 avait demandé un rapport au CNRS sur l'islamo-gauchisme à l'université. Bien évidemment celui-ci avait conclu à sa non-existence. Un tournant a été pris à la suite d'octobre 2023 et du mouvement de solidarité avec la Palestine. La répression a frappé dès le début du génocide : interdictions de réunion, censure de chercheur-es, commissions disciplinaires pour des publications privées sur les réseaux sociaux, la suspicion et la peur de s'exprimer sur la Palestine ont été encouragés par le ministère. Alors qu'en



Cortège des précaires de l'enseignement supérieur et de la recherche, Paris 24 janvier 2020 © Photothèque Rouge / JMB.

parallèle le silence honteux du monde académique face à la destruction du système éducatif palestinien et notamment universitaire a été assourdissant. Il a fallu une mobilisation importante pour forcer quelques universités à voter des motions condamnant la destruction du système universitaire palestinien à Gaza. Ces mêmes universités qui se gargarisent de la « liberté académique » et des « échanges » pour empêcher la rupture des accords académiques avec les universités israéliennes. L'hypocrisie de l'institution a atteint un comble.

Durant l'année 2024, cette répression a atteint un pic avec l'utilisation systématique de la police pour évacuer les manifestations de protestation sur le génocide. Une répression d'État jusqu'au plus haut niveau car Laurent Wauquiez président de région a ordonné la suppression des subventions de l'université Lyon 2 pour soutien à la Palestine et islamo-gauchisme. Il ne faut pas sous-estimer le précédent que cela crée — qui est d'ailleurs une copie des menaces de Trump sur l'université d'Harvard. Pour Trump et son administration, Harvard est une institution antisémite parce que des étudiant-es se sont mobilisé-es pour la Palestine.

L'instrumentalisation de l'antisémitisme a également fait une avancée pour museler les universités. En effet, il s'agit bien entendu de la raison principale évoquée pour interdire et censurer les voix pro palestiniennes.

En particulier, au sujet de la loi censée lutter contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur, la députée Caroline Yadan a introduit un amendement durant l'examen en séance pour que la définition de l'antisémitisme soit celle de IHRA et qui assimile certaines critiques d'Israël et de sa politique à une nouvelle forme d'antisémitisme. De plus, l'article 3 crée par le recteur une section disciplinaire régionale externe à l'université, qui peut être saisie sur demande de la présidence, et qui peut sanctionner des faits « portant atteinte au bon fonctionnement de l'établissement » ou des faits « en dehors de l'établissement ayant un lien avec ». Il s'agit d'une réponse répressive pour faire taire les mobilisations palestiniennes dans un premier temps et les mobilisations étudiantes dans un second.

Le texte final issu de la commission paritaire a certes exclu la définition de l'IHRA, mais a gardé toutes les dispositions liberticides de l'article 3. C'est une atteinte très grave puisque cela va accélérer les sanctions (comme l'interdiction d'accès à certains bâtiments), les exclusions et la répression des étudiants et étudiantes qui se mobilisent dans les universités et font vivre la solidarité internationale. Cependant, il ne faut pas sous-estimer que les étudiant-es juifs.ves peuvent subir de

l'antisémitisme à l'université comme dans le reste de la société, les discours qui amalgament l'antisionisme et l'antisémitisme en sont aussi responsables, qu'il y a un vieil antisémitisme de l'Extrême-Droite bien ancré sur les universités : saluts nazis, jeu de cartes antisémites, croix gammées... Plusieurs affaires récentes impliquant des responsables de l'UNI nous rappellent qui nourrit l'antisémitisme.

Il ne reste que l'hypocrisie des directions universitaires faisant semblant de verser des larmes sur le sort de Gaza tout en interdisant toute expression de solidarité.

HYPOCRISIE DU GOUVERNEMENT

Cette hypocrisie vient d'en haut. D'ailleurs les directives sous forme de circulaires — sur l'expression de l'antisémitisme par exemple — ou même le rapport de déontologie commandé par le gouvernement qui insiste sur le fait que les universités ne choisissent pas en autonomie leurs partenaires scientifiques. Cet argumentaire du rapport de déontologie visait essentiellement à justifier le maintien des collaborations universitaires avec

Israël, insistant — de manière complètement hallucinante — sur le fait que les universités devaient suivre les directives stratégiques de la France, tout en insistant sur les libertés universitaires qui sont censées justifier le partenariat avec Israël.

Cette hypocrisie et ce double langage sur les libertés universitaires s'est particulièrement illustré lors du mouvement *Stand Up For Science*. L'attaque sur la recherche publique de l'administration Trump s'est faite avec une brutalité et une violence sans précédent. Des chercheuses et chercheurs licencié-e-s du jour au lendemain, des subventions supprimées sans préavis, fermeture des applications de support (comme les mails) interdictions de voyager etc. tout un ensemble de mesures hallucinantes qui ont complètement décimé un grand nombre de laboratoires de recherches étatsuniens. Cette violence est d'autant plus ressentie comme absurde vu le passé stratégique de financement massif de la recherche fondamentale via l'argent public aux États-Unis. Il a pris pour cible les secteurs de la recherche détestés par la droite : sur le racisme et l'inclusion (DEI) mais également sur le réchauffement climatique et

évidemment toutes les études sur les potentiels impacts d'industrie polluantes. La dérégulation néolibérale atteint le sommet de se rendre totalement aveugle aux problèmes pour ne pas avoir à réglementer sur ceux-ci.

Il s'agit également de faire pression sur les universités considérées comme bastion de gauche — comme Harvard évoqué ci dessus — selon la même double logique.

Comme pour la Palestine, il y a eu une réponse à ces attaques par les milieux académiques américains. *Stand up for Science* a réussi à agréger des dizaines de milliers de chercheurs et chercheuses dans le monde. Des milliers de manifestations et happenings ont eu lieu lors du mois de mai, notamment parmi une population qui ne se mobilise plus depuis des années. Cette mobilisation a permis un démarrage — en fin d'année universitaire malheureusement — d'un mouvement initié par les étudiantes sur la question du budget.

En effet, la colère a notamment été autorisée par Macron et des annonces d'accueil. Le même week-end ou des coupes de plusieurs centaines de millions d'euros du budget de la recherche ont été annoncées, l'Elysée déclarait : « *Le Président de la République a porté une vision où la recherche devient un levier d'indépendance, de compétitivité et de souveraineté* ». Comme on l'a vu ce discours masque mal surtout un contrôle politique de l'université sous couvert d'indépendance. Ce discours a d'ailleurs été repris par bon nombre de présidents d'université alors qu'ils et elles accompagnent et gèrent les politiques gouvernementales bien souvent avec enthousiasme.

Il reste que même s'il a été timide le mouvement suite à *Stand Up For Science* montre que potentiellement il existe une volonté de se mobiliser notamment chez les étudiantes et étudiants. Les conditions d'étude se sont tellement dégradées depuis une vingtaine d'années et il y a eu une perte de tradition de lutte à l'université ce qui fait que l'université n'est plus le bastion de contestations que cela a été. Mais malgré la répression et l'atomisation, il y a quand même quelques points d'appui qui font qu'on peut espérer un renouveau d'une génération qui va lutter politiquement pour l'émancipation au sein des universités. □



Porte d'entrée de l'université de Strasbourg, 24 février 2025 © Photothèque Rouge / Alexandre.

Dépendance et capitalisme souterrain : que sont exactement ces maux qui font souffrir nos quartiers ?

PAR GUILLAUME LE ROUGE

Le NPA-A soutient depuis longtemps une politique de dépénalisation de la consommation des stupéfiants : il y a néanmoins plus à dire sur la consommation de drogues pour construire une politique qui soit réellement en faveur des quartiers populaires. Pour l'expliciter, il faut revenir sur la place que prennent les drogues dans le quotidien des banlieues, incarner le propos et identifier le rôle politique qu'elles jouent.

Le « coup de filet » organisé à Marseille le 24 Avril, sous la forme d'une spectaculaire opération contre le narcotrafic nous rappelle la place idéologique que prend la lutte contre les drogues pour légitimer l'autoritarisme de l'État

Cela ne vous aura pas échappé : l'expression « quartiers populaires » est un terme politiquement correct pour désigner les quartiers non-blancs, les quartiers majoritairement peuplés de personnes issues de l'immigration post-coloniale directe ou indirecte. Tout d'abord, accordons nous sur une définition de ce que sont ces quartiers. Les quartiers sont des zones d'habitation urbaines, pauvres, qui regroupent souvent plusieurs diasporas et qui ont la particularité d'être des sujets de discussions sociétales à eux seuls.

Si l'on en croit les médias et les politiques, un quartier est « une zone de non-droit », un « territoire perdu de la République ». Pourquoi ce dénigrement ? C'est simple : c'est l'héritage post-colonial de la gestion des ex-colonies. C'est le code de l'indigénat en plus subtil, c'est la mission civilisatrice de retour, etc.

Un peu comme partout, un « quartier populaire », c'est un milieu de vie qui a sa beauté et ses vices, à l'exception près que les quartiers sont les territoires les plus rongés par la dépendance et la délinquance.

LA DÉPENDANCE AUX DROGUES EST UNE POLITIQUE D'EXCLUSION

La dépendance dans les quartiers se résume à trois ou quatre drogues : alcool, cannabis, cocaïne, héroïne. C'est le cas au Havre en tous cas et je me suis moi-même, non sans peine, extirpé de l'alcool et de la cocaïne. Cette propension à la dépendance s'explique de plusieurs manières : la pauvreté qui pousse à consommer pour supporter son quotidien, la violence ambiante qui pousse à la consommation et... les yeux fermés de l'État sur la question de la consommation de drogue dans les quartiers tout en « combattant » son trafic histoire de faire monter le sentiment d'insécurité chez le français moyen. Cette posture de l'État est non sans rappeler l'introduction du crack dans les ghettos noirs américains. Certes, la situation n'est pas identique, mais la volonté politique reste la même.

C'est cette domination, ce racisme, ce suprématisme Blanc qui ne voit le non-blanc que d'une manière libidineuse, d'une manière civilisationniste, d'une manière où les non-blanches et non-blancs ne sont pas considérés comme des êtres mais des sous-êtres, des parasites qui ne peuvent que, pour se rattraper, rentrer dans la modernité occidentale par la grande porte et devenir des porte-parole de la pensée blanche à son paroxysme, des larbins

qui ne doivent surtout pas dévier d'un poil de la pensée dominante de la bourgeoisie blanche au risque de se faire rattraper par ce qu'ils sont avant tout dans la pensée blanche : des non-blanches et donc des sous-êtres. C'est cette volonté qui perdure dans les États postcoloniaux, à travers la tolérance-répressive du trafic : étouffer la motivation, l'envie d'un changement radical de la société, la colère de vivre de façon indigne, créer une résignation à sa condition et avoir des chefs d'inculpation faciles.

Cette torpeur et cette résignation ne s'annulent que lorsque l'économie morale des populations non-blanches est poussée à bout. Lorsque l'État, par le biais de la police, commence à tuer nos frères, apparaît un début de colère, une volonté de hurler « NON » à leur élimination. Là, un balbutiement de révolution éclate, une révolte.

Malheureusement, les soulèvements sont rapidement étouffés par une répression violente, un manque de soutien politique, une diabolisation des émeutiers qui, pourtant, ne font qu'exprimer une colère légitime, comme après la mort de Nahel. Une colère nationale. Un ras le bol. Un déferlement de colère et de violence dans tout



le pays. Mais aussi une répression ultra violente, la criminalisation de Nahel comme des émeutiers afin de les diaboliser, sans jamais parler de l'idéologie raciste profonde qui gangrène la Police, celle-ci devant être totalement repensée pour la sécurité des nôtres, pour une réelle sécurité générale, pour une police du peuple.

Les méthodes de la police dans ce genre de situation sont aussi explicites : la publication du casier judiciaire de la victime. Comme si le fait d'avoir un casier judiciaire justifiait le fait de se faire tuer... La peine de mort a certes été abolie, mais pas pour les non-blancs. La peine de mort a simplement changé de méthode d'application : la police l'inflige et n'est presque jamais condamnée. Ainsi, le pouvoir judiciaire est remis au bras armé de l'État, à cette institution fascisante aux méthodes de répression héritées de l'époque coloniale qu'est la police. C'est inadmissible.

Ce mélange de pauvreté, de dépendance de violence, d'abandon et de ressenti d'être un citoyen de seconde zone offre un boulevard au trafic de drogue. Celui-ci permettant d'assouvir le manque des produits, de gagner de l'argent lorsque les employeurs rejettent cette population, et de canaliser en partie cette violence, la dirigeant vers les nôtres plutôt que sur nos véritables bourreaux : les bourgeois blancs et puissants.

LA BASE RACISTE DE L'ÉCONOMIE SOUTERRAINE

La base de cette économie souterraine, c'est le racisme. Que ce soit à l'emploi, au logement, par le fait que les non-blancs sont contrôlés 20 fois plus que les Blancs (délit de faciès), par l'invisibilisation politique des non-blancs qui ne font pas de zèle pour être acceptés par le Blanc (surtout les hommes d'ailleurs), le racisme est à la base de ce capitalisme. Historiquement et contemporanément. De la colonisation à la gestion postcoloniale des quartiers populaires, le racisme est toujours présent, changeant simplement de forme en même temps que le capitalisme a évolué. Pour citer Sadri Khiari¹ : « si [la République] a horreur qu'on lui rappelle ses crimes, c'est bien qu'elle est toujours coupable ! » Cette culpabilité est insupportable à la France qui préférerait avoir une amnésie sur cette période, qu'on ne lui rappelle pas ce passé colonial et raciste qu'elle fait perdurer jusqu'à nos jours. Si l'on parle de postcolonialisme, c'est bien parce que le colonialisme n'a jamais cessé de perdurer sous différentes formes, changeant seulement de masque mais continuant à soumettre sa population postcoloniale et sa descendance désormais installée en métropole. Le colonialisme, le code de l'indigénat, le racisme etc. Tout cela n'a fait que changer de forme. La polémique sur le déboulonnage des statues de colons et les changements de noms de rues honorant les colons, notamment organisée par Brigade

anti-négrophobie (BAN) lors de la décennie dernière, en dit long sur cette continuité...

La descendance de nos grand-parents ou parents colonisés-es, qui sont nés-es, et ont vécu toute leur vie en France est donc sujette au post-colonialisme, au racisme, dès leur plus jeune âge et ce sentiment de rejet de la part de l'État n'est donc pas sans incidence. Comment évoluer sainement dans un pays qui nous méprise ? Comment se comporter sainement quand les infrastructures culturelles de nos quartiers sont délabrées ? Comment ne pas avoir plus de chance qu'un autre de finir en échec scolaire dans des ZEP où la majorité des profs sont des débutants ? Comment ne pas avoir plus de chances qu'un autre de tomber dans la délinquance quand cette rage, cette haine que j'ai pu moi-même ressentir est alimentée par une politique de rejet ?

Ce n'est pas un hasard si le deal prospère dans les quartiers. « C'est bien nous les anti-héros, les prolos ultra-libéraux » disait Dosseh². Ce n'est pas un hasard si cette économie souterraine, ce capitalisme hardcore n'est que partiellement combattue par l'État. Bien évidemment, il y a la question de faire monter le sentiment d'insécurité, mais également de pousser, encore une fois, au repli social cette population. Je ne connais personne qui risque la prison par plaisir. Je ne connais personne qui se mette en danger par plaisir. La vie de dealer, c'est ironiquement la vie de l'insécurité. C'est le risque de mourir d'un conflit, c'est le risque d'être emprisonné, c'est le risque de faire pleurer nos mères. C'est le risque de devenir fou à force de traumatismes. C'est le risque de finir en hôpital psychiatrique.

La réalité du trafic, c'est la réalité raciste, la réalité postcoloniale de notre pays. La volonté de laisser vivre les non-blancs dans des bâtiments qui auraient dû être détruits il y a 40 ans, entassés, excentrés, et livrés à eux-même ne peut qu'encourager ce commerce parallèle entretenu volontairement par la bourgeoisie blanche. Le trafic laisse ses travailleurs dans une précarité extrême, dans un océan de violence incontrôlable, avec des pulsions de mort bien plus importantes que les *pulsions de vie*. J'ai cité les raisons de cette précarité plus haut, mais j'aimerais développer deux autres points qui permettent de mieux comprendre l'articulation entre la violence



Contrôle de police franco-allemand, Strasbourg, 19 juin 2025 © Photothèque Rouge / Alexandre.



Manifestation à Rueil Malmaison, le 7 mars 2013 © Photothèque Rouge / JMB.

subie et l'exercice de la violence dans le trafic : La violence, qui est à la fois le réceptacle de la frustration du rejet est une partie intégrante de la réalité du trafic de drogue : dealers aux dents longues, violences policières (même si elle ne vise pas exclusivement les dealers évidemment), bagarres sous alcool ou autres produits pour des broutilles et j'en passe... Toutes les conditions sont réunies pour faire du dealer un être instable et violent.

ÉCONOMIE PULSIONNELLE ET INSTANTANÉE

L'économie pulsionnelle propre à ce mode de vie. Comme développé plus haut, la violence est omniprésente dans ce milieu. Beaucoup d'entre nous ont vu des proches partir en prison, vu des proches mourir. Le rejet systématique, l'entassement, les conditions de vie alimentent l'esprit de revanche, alimentent la colère, alimentent la négativité et l'agressivité.

Les pulsions de mort, ce sont les pulsions négatives : la violence, la négativité, l'agressivité, la mort. Les pulsions de vie sont donc logiquement les pulsions positives : l'amour, la sexualité, la vie. Les pulsions négatives prenant largement le pas sur les positives, elles génèrent une tension, une haine, une obsession qui peut mener à la folie. Certains seront juste vus comme « mystiques » sans jamais être pris en charge. D'autres finiront en prison, la maladie psychiatrique n'étant pas prise en compte dans l'action de l'individu, et l'emprisonnement coûtant

8x moins cher à l'État que l'hospitalisation. D'autres finiront en psychiatrie, le poids des pulsions de mort ayant écrasé l'esprit des concernés.

En bref, pour les habitants des quartiers populaires, et en particulier pour les hommes, qui seraient tombés dans ce trafic, il y a trois issues possibles : la prison, l'hôpital psychiatrique ou le cimetière.

Ce n'est pas pour rien que, à leur époque, des milices armées ont été créées par le *Black Panthers Party* (BPP) pour sécuriser les ghettos. Ce n'est pas pour rien que le BPP faisait la chasse aux dealers. Si le BPP a fait tout ça, c'est pour une seule raison : stopper l'hémorragie générale des ghettos et créer un terrain propice à une révolution socialiste.

DÉPASSER LA LÉGALISATION DU CANNABIS

C'est pour toutes ces raisons qu'on ne peut pas se suffire de notre argumentaire sur la légalisation du cannabis.

La conséquence de la légalisation, que ce soit au niveau de la précarité ou du risque sanitaire, n'est pas une solution envisageable : la pauvreté dans les quartiers restera inchangée. Le trafic de cannabis ne se retrouvera donc pas stoppé mais adaptée à la situation de la légalisation. Casse des prix, produits coupés... Si les petits acteurs actuels du trafic de drogue étaient « reconvertis », embauchés dans les *coffee shop*, il y aurait matière à discuter. Sauf que nous savons parfaitement que ce ne sera pas le cas.

Le risque sanitaire est largement présent et dangereux quand on sait quels effets le cannabis peut avoir sur le psyché. Les dealers devront également, pour faire face à la concurrence légaliste, vendre d'autres drogues plus dures et plus dangereuses, donc plus mortelles. La cocaïne, déjà largement démocratisée depuis quelques années, va exploser en terme de demande et de trafic. L'héroïne (même si elle est moins démocratisée), va connaître, elle aussi, un boom dans sa vente et sa consommation.

Si le capitalisme parallèle est aussi fort dans nos quartiers et peut laisser place à ce qu'il y a de pire à son paroxysme, si la dépendance est aussi affirmée dans nos quartiers, ce n'est pas parce que les nôtres seraient incapables de se tenir, mais bien parce que la bourgeoisie Blanche ne souhaite ni intégrer, ni voir se révolter les quartiers populaires. Tant que la colère ne reprendra pas le pas, tant que la violence d'État ne sera pas convenablement prise au sérieux, tant que ce sera « Nous contre Nous » et pas « Nous contre Eux », tant qu'il n'y aura pas de ligne politique claire et correspondant à la réalité de la vie dans les quartiers, tant que la diaspora africaine ne convergera pas vers une lutte pour la libération de l'Afrique (continent le plus riche en matières premières, le plus pillé, la base de la politique post-coloniale en Europe), pour son émancipation, pour contre-carrer la fuite des cerveaux, tant que la libération du capitalisme mondial colonial et l'unité des pays de nos pairs africains n'aura pas abouti (parce que oui, penser au post-colonialisme est important mais combattre sa racine l'est tout autant). En bref, tant que le panafricanisme, l'anti-colonialisme, l'antiracisme et l'unité de la diaspora africaine ne seront pas notre priorité politique, aucune issue convenable ne pourra être mise en place.

Le rapprochement avec un maximum d'organisations panafricanistes, la centralité de la question raciale, sans laquelle le capitalisme n'aurait pas pu naître, la création d'un parti réellement communiste fort et allié de ces organisations doit être une priorité pour le NPA-A et l'ensemble des organisations révolutionnaires. □

1) Sadri Khiari, Pour une politique de la racaille. Ed. Textuel, 2006.

2) Dosseh, la rue c'est rasoir. Album Vidalo\$\$a, 2018.

L'Italie échoue à remporter ses référendums

PAR DAVE KELLAWAY*

Dave Kellaway rend compte depuis l'Italie des référendums organisés par la principale confédération syndicale et les partis officiels de l'opposition de centre gauche afin de limiter certaines des lois antisyndicales les plus répressives et d'améliorer le processus d'accès à la citoyenneté pour les immigrés.

Aucun des cinq référendums n'a été adopté, car ils n'ont pas atteint le quorum de 50 % des électeurs. Cependant, 88 % à 89 % des votants se sont prononcés en faveur des changements progressistes apportés au droit du travail, mais ce chiffre a chuté de 33 points pour la modification du processus d'accès à la citoyenneté pour les immigrés.

Au cours des trente dernières années, seul un référendum sur neuf a atteint le quorum, en 2011, pour défendre l'eau comme bien public et, même dans ce cas, le gouvernement a manœuvré pour ne pas mettre en œuvre le changement demandé par la gauche et une vaste campagne populaire. En tant que mécanisme démocratique de changement, le référendum a fonctionné efficacement pour légaliser le divorce et le droit à l'avortement dans les années 1970 et 1980, lorsque l'Italie était un pays différent, avec un taux de participation de plus de 90 % à de nombreuses élections.

UN PAYS PLUS INDIVIDUALISÉ

Je me souviens à quel point la société civile était différente, même dans une ville de 60 000 habitants dans le sud, près de Naples. Les sections locales du Parti communiste italien (PCI) étaient un lieu de rencontre non seulement pour les membres du parti, mais aussi pour tous ceux qui se situaient à gauche. À l'époque, la Piazza était encore politiquement très animée et les grandes usines bien organisées étaient plus nombreuses. Les acquis des années 1970 n'avaient pas été remis en cause et l'austérité néolibérale n'était pas encore à l'ordre du jour. Aujourd'hui, tout est plus individualisé

et marchandisé. Les fêtes locales du PCI (ou de n'importe quel autre parti) ont pratiquement disparu. La culture ne bénéficie plus d'un budget important de la part des pouvoirs publics et n'est plus qu'un spectacle de consommation contrôlé par les grandes entreprises. En cherchant des photos d'affiches de la campagne référendaire pour cet article, je n'ai même pas réussi à en trouver facilement. La participation à toutes les élections a considérablement diminué. Les gens n'adhèrent plus aux partis politiques, aux syndicats ou même aux associations de la société civile comme ils le faisaient autrefois. La déconnexion avec le processus politique a contribué à la montée d'une politique populiste d'extrême droite, incarnée par le gouvernement actuel.

La coalition gouvernementale de Meloni se réjouit de la défaite des référendums. Les lois anti-ouvrières mises en œuvre par un précédent gouvernement de centre-gauche (dirigé par Matteo Renzi) seront maintenues. La Première ministre post-fasciste et son allié Salvini se réjouissent particulièrement du nombre beaucoup plus faible de personnes qui ont voté en faveur d'une obtention plus rapide de la citoyenneté pour les immigrés. Cela les encouragera à renforcer leurs politiques racistes et anti-migrants. Les représentants du capital se réjouissent que leur liberté d'exploiter les travailleurs se poursuive sans restriction supplémentaire.

JOIES PATRONALES

En regardant la couverture télévisée des résultats, un commentaire d'un soi-disant journaliste indépendant m'a frappé. Il a déclaré que ce résultat

montre que toutes les anciennes confrontations dans les lieux de travail que la CGIL veut raviver avec ce référendum sont terminées, que nous devons aller de l'avant, nous concentrer sur les salaires et la productivité plutôt que sur toutes ces questions qui appartiennent à l'histoire. C'est le discours que veulent tenir le gouvernement et les patrons. Gardons la politique hors du lieu de travail, discutons-en comme d'une question technique, le peuple a montré qu'il n'était pas intéressé par la résurrection d'un discours dépassé sur la lutte des classes.

Le gouvernement a activement encouragé les gens à aller à la mer ou à se promener dans les montagnes plutôt que de participer au processus démocratique. Meloni elle-même a été montrée dans les médias se rendant à un bureau de vote et refusant de prendre un bulletin de vote. Légalement, c'est une tactique légitime et des gouvernements de différentes tendances politiques ont fait la même chose lorsque la droite a organisé des référendums. Cela reflète néanmoins un refus de s'engager dans toute discussion sur ces grandes questions liées au monde du travail. Interrogé à la télévision, un ministre n'a même pas été capable d'expliquer clairement l'objet des référendums.

Le gouvernement a dénoncé ces référendums comme une manœuvre visant à le défier et comme une lutte interne entre factions du PD (*Partito Democratico*, Parti démocrate). L'opposition de centre gauche a été accusée d'être dirigée par la principale confédération syndicale, la CGIL, qui entretient des liens étroits avec le principal parti d'opposition, le PD.

Landini, le dirigeant de la CGIL, était le

principal promoteur du référendum. Il a mobilisé les structures syndicales pour recueillir un demi-million de signatures, puis a sillonné l'Italie ces derniers mois pour inciter les gens à voter. Le gouvernement et les forces de droite se bousculent pour utiliser ces résultats afin de le discréditer. Même s'il n'a pas réussi à mener une véritable grève nationale pour défendre le niveau de vie des travailleurs, ils veulent neutraliser la moindre possibilité qu'il puisse diriger les syndicats dans une confrontation avec le gouvernement sur les contrats salariaux en litige.

CONFLIT INTERNE AU PARTI DÉMOCRATE

Elly Schlein, la dirigeante du PD, a battu il y a deux ans son rival plus modéré et l'aile droite du parti pour consolider sa position. Elle s'est empressée de renier les pires politiques anti-ouvrières de l'ancien dirigeant du PD et Premier ministre Matteo Renzi. Ce dernier avait proposé et mis en œuvre le Jobs Act, une loi dite de modernisation qui était en réalité un accord de complaisance avec le capital néolibéral. Elle supprimait certaines des lois progressistes du travail qui offraient une protection limitée, même si dans la pratique, les patrons n'étaient pas particulièrement contraints. Les *rifromisti* – la minorité de droite du PD qui soutient toujours la position de Renzi – se sont opposés à la ligne du parti, qui préconisait 5 votes pour et 3 contre les modifications de la loi sur le travail. Bien que minoritaires au sein du parti, les *riformisti* comptent d'importants représentants élus. Par exemple, Picerino, vice-président du Parlement européen, a ouvertement fait campagne pour le « non ». Ainsi, d'une certaine manière, le référendum s'inscrivait également dans un débat interne au PD. Pour le PD, ce type de campagne institutionnelle, soutenue par toute la gauche, est la priorité en matière d'action politique. Il y a eu peu de campagne de masse comme celle organisée par les comités locaux pour le référendum sur l'eau en 2011. Schlein n'a pas changé les politiques sociales libérales générales du PD et n'a certainement pas mobilisé les travailleurs contre le gouvernement d'extrême droite de Meloni.

J'ai été surpris que, avant même la fin du référendum, Schlein ait déjà commencé à gérer les attentes en déclarant qu'un résultat de 30 % serait satisfaisant. Dans toute compétition sportive – a fortiori politique –, il est difficile de mobiliser

ses troupes si l'on accepte d'avance la défaite. Landini, à son crédit, n'a pas adopté cette ligne. Son objectif de 30 % a été fixé parce qu'elle voulait dire que si les référendums rassemblaient plus de 12,5 millions de votants, cela représenterait davantage que le nombre de voix qui a permis au gouvernement Meloni d'être. Le gouvernement s'est opposé aux référendums, mais plus de gens votent pour eux que pour son gouvernement, ce qui constituerait une défaite pour Meloni et Salvini. Personne ne croit à cette ligne.

Selon la façon dont on additionne les voix, il pourrait y avoir autant de « oui » que de voix pour Meloni. Mais on ne peut pas additionner tous les « non » ni ignorer le vote sur la citoyenneté (seulement 9 millions de « oui », soutenus par les partis centristes), qui est l'un des principaux axes du programme du gouvernement. Sur la citoyenneté, le « oui » a certainement été moins important que les voix qui ont élu Meloni. L'immigration sera un thème beaucoup plus important que les lois sur le travail dans toute future campagne électorale. Schlein devra faire face à la colère de l'aile droite du parti, qui estime que sa stratégie référendaire et son alliance avec Landini ont eu un effet boomerang ou ont offert la victoire à Meloni.

LES RÉSULTATS DU VOTE ONT-ILS CHANGÉ LA DONNE ?

La grande question est de savoir si l'opposition ou le gouvernement a gagné ou perdu avec ces référendums. Il est clair que ces chiffres ne donnent pas beaucoup d'espoir aux partis de centre gauche de battre la coalition de droite dans un avenir proche. On ne peut pas transposer ces résultats tels quels aux élections générales, mais les intentions de vote et la question de la citoyenneté sont de mauvais augure pour l'opposition.

Il est vrai que la campagne pour les référendums et le processus électoral ont mis ces questions sur la table, comme l'a fait valoir Landini depuis la défaite. Cependant, cela montre les limites de l'implantation des partis de centre gauche dans le pays et leur capacité à mobiliser une majorité. Cela a également mis en évidence les divisions au sein de l'opposition, contrairement à l'unité compacte du gouvernement. Conte est à la tête du Mouvement 5 étoiles (M5S) et, bien qu'il ait personnellement déclaré qu'il voterait oui à la question de la citoyenneté, il n'y

avait pas de position officielle du parti. Quant à une plus large unité électorale avec les partis centristes comme Italia Viva de Renzi ou Azione de Calanda, tous deux ont voté non, sauf sur la question de la citoyenneté.

Le M5S de Conte bénéficie d'un large soutien électoral dans le sud, mais c'est là que le taux de participation a été le plus faible (un peu plus de 20 %), tandis que dans les fiefs du PD dans le nord et le centre, il a été supérieur à la moyenne (36-9 %). Comme on pouvait s'y attendre, la participation a été la plus forte dans les grandes villes et les zones urbaines. Les quartiers populaires se sont davantage mobilisés pour le vote sur les contrats, tandis que les centres historiques, plus bourgeois, ont voté majoritairement pour la modification de la loi sur la citoyenneté. Les petites villes, moins syndiquées et moins influencées par les partis de centre gauche, ont beaucoup moins voté que les grandes agglomérations urbaines. Les femmes ont voté plus que les hommes.

LES RÉFÉRENDUMS ONT-ILS ENCORE UNE UTILITÉ ?

Après les résultats, l'utilité du système référendaire abrogatif a fait l'objet de discussions. Il a effectivement apporté des changements historiques positifs, comme sur l'avortement, et la gauche a généralement soutenu son utilisation depuis lors, car, comme pour l'eau, il permet de mener une grande campagne et même de gagner. Cependant, avec un seul quorum depuis 1997, certains plaident en faveur d'une réduction du quorum afin d'encourager une plus grande participation. À droite, il est question de rendre plus difficile la tenue d'un référendum en augmentant le nombre de signatures nécessaires.

Ces votes ont reflété les rapports de force entre les classes en Italie, qui restent très défavorables à la classe ouvrière. La lutte pour la défense des droits des travailleurs et de leur niveau de vie se poursuivra à travers la construction de courants militants dans les syndicats et sur les lieux de travail. Elle se poursuit à travers les syndicats de base et au sein de la CGIL □

* Dave Kalleway est membre d'Anticapitalist Resistance, une organisation de la 4^e Internationale. Article initialement publié sur leur site web, le 10 juin 2025

« On ne peut comprendre pleinement le phénomène des incendies en Israël-Palestine sans tenir compte de l'histoire coloniale »

ENTRETIEN AVEC ADÈLE RIBUOT ET NADAV JOFFE

Adèle Ribuo et Nadav Joffe ont publié en 2017 et 2018, sur le site Orient XXI, deux articles passionnants sur l'enjeu des forêts et des arbres dans la politique coloniale israélienne : « Les forêts, piliers de la colonisation en Palestine » et « Israël-Palestine, des arbres qui cachent la colonisation ». Ils y expliquent notamment que « l'afforestation a joué un rôle discret, mais important, dans l'histoire de l'appropriation des terres palestiniennes. » Le premier article faisait suite à ce qui était à cette date le plus grand incendie de l'histoire d'Israël, qui avait ravagé les forêts environnant Haïfa en 2016. À l'occasion de la nouvelle flambée d'incendies qui a touché le territoire israélien ces derniers jours, il nous a semblé utile de les solliciter pour en éclairer les enjeux politiques.

Il y a eu d'importants incendies ces derniers jours en Israël, est-ce que vous pouvez d'abord nous dire de quelle ampleur ils sont, quelles zones ils ont touché ?

Les feux de forêt se sont déclarés près de Latroun et se sont étendus dans un territoire que l'État israélien a nommé « corridor de Jérusalem », dans le giron de la guerre de 1948, afin de désigner la partie occidentale des montagnes de Jérusalem traversée par la seule route reliant la côte à la ville. Ce territoire, où vivaient une part importante de la population palestinienne avant la guerre, était vivement convoité par les institutions sionistes. Le KKL (*Keren Kayemet Le'Israel* ou *Jewish National Fund*), un fond de l'Organisation Sioniste Mondiale en charge de l'acquisition des terres depuis le début du 20^e siècle, a organisé la plantation de grandes forêts dans ce territoire avant et après la fondation de l'État d'Israël, transformant

complètement le paysage de garrigue des montagnes en monts boisés.

L'incendie a débuté le 30 avril et s'est répandu pendant 2 jours, alors qu'allaient avoir lieu des journées de commémorations nationales en Israël — *Yom HaZikaron* (à la mémoire des soldats morts pour la nation), suivi de la fête d'Indépendance israélienne — et que le roman national autour de la guerre de 48 est célébré tous les ans par les autorités israéliennes dans différents lieux dudit « corridor ». Plusieurs cérémonies ont du coup été annulées ou reportées.

Les incendies ont fait la une des médias et ont suscité de vives inquiétudes, y compris à l'international, puisqu'on pouvait y lire que les flammes menaçaient désormais Jérusalem. Plusieurs pays occidentaux ont d'ailleurs rapidement répondu aux appels à l'aide du gouvernement israélien et Emmanuel Macron a exprimé la solidarité de la France et a même proposé un soutien matériel.

Les feux ont finalement été maîtrisés et ont au total détruit plus de 2 000 hectares de forêts et de grands parcs nationaux tel que le Parc Canada (soit à peu près l'équivalent des superficies du bois de Vincennes et du bois de Boulogne).

On a vu, chez les israéliens, beaucoup de réactions qui affirment que ce sont des incendies volontaires, allumés par les Palestiniens, dans une sorte d'intifada par le feu. Est-ce que cette thèse a le moindre fondement, la moindre crédibilité ? Et qu'est-ce que ces réactions disent de la société israélienne ?

Oui, nous avons en tête cette vidéo postée sur les réseaux et montrant un pompier israélien, debout devant une forêt calcinée, hissant le drapeau d'Israël et déclarant : « Le jour de notre indépendance – partout où ils ont mis le feu, nous poursuivrons la plantation et la reconstruction ! ». Avant même que les feux ne soient éteints,

des figures politiques israéliennes ont accusé les Palestiniens de les avoir causés. Et même si dans leurs communications les pompiers ont formellement écarté l'hypothèse d'un incendie volontaire — ils n'ont à ce jour trouvé aucune preuve et supposent que les feux étaient dus à la négligence de randonneurs — ça n'a pas empêché le Premier ministre Benjamin Netanyahu de lancer des accusations : « *Nos voisins qui prétendent aimer ce pays sont préparés, avec leurs incitations, avec leur propagande... Nous sommes des amoureux de la terre, nous protégeons la terre* ». Il a ajouté que la police avait arrêté 18 suspects — il s'est avéré qu'il s'agissait d'une fausse information. Le ministre de la Sécurité intérieure, Itamar Ben Gvir, a attribué ces incendies à des « allumages nationalistes », déclarant à la radio : « *la raison de ces incendies, ce sont des gens qui nous détestent, vous et moi* ».

C'était déjà le cas lors des grands incendies de 2016 — qui ont marqué le point de départ de notre étude sur l'afforestation sioniste en Palestine — les feux sont systématiquement instrumentalisés par les autorités israéliennes pour diffuser un discours belligérant, nationaliste, et enraciné dans un éthos colonial. Selon celui-ci, les populations indigènes abimeraient le territoire et ces incendies criminels seraient bien la preuve de leur faible attachement émotionnel à la terre. Ces incendies sont bien sûr l'occasion de criminaliser les palestiniens et faire d'eux des suspects permanents : en 2016, certains ministres avaient parlé d'*intifada des flammes*, ou encore d'un « nouveau type de terrorisme ».

Il est important de souligner qu'à ce jour, aucune plainte n'a été déposée pour incendie motivé par des raisons politiques et il faut également bien garder en tête que le mythe de « l'arabe incendiaire » est un produit des histoires coloniales, utilisé par exemple par les autorités françaises en Algérie à des fins répressives. Et cette instrumentalisation des incendies de forêt pour accuser des minorités n'est pas exclusive au contexte colonial en Palestine. En Turquie, par exemple, le président Erdogan a déjà accusé les Kurdes d'en être responsables. En Europe, les réfugiés sont régulièrement pointés du doigt, et en Californie, certains discours délirants ont même attribué la responsabilité des feux à la présence jugée excessive de personnes

LGBT au sein des sapeurs-pompiers. Est-ce que ces feux de forêts pourraient malgré tout avoir été volontairement provoqués pour des raisons politiques ? Ils peuvent en tout cas constituer un moyen de résistance comme un autre. On se souvient des cerfs-volants incendiaires lancés depuis la bande de Gaza en 2018, suite aux répressions israéliennes de la Grande marche du retour, qui avaient brûlé des centaines d'hectares de champs et de forêts. L'aménagement du territoire et l'administration de la nature constituent un front de guerre en soi en contexte colonial, contre l'histoire, les pratiques et modes de vie des populations indigènes. Tout en étant le théâtre symbolique de l'affirmation de la souveraineté, le territoire organise concrètement les rapports de domination — et il est logique que la résistance s'organise aussi sur ce terrain et contre lui.

Comment expliquer ces incendies et leur ampleur du coup, d'après vous ? Est-ce qu'il y a des facteurs structurels qui peuvent fournir des éléments ?

Les incendies sont fréquents dans cette région, comme dans l'ensemble du pourtour méditerranéen. Cela s'explique en grande partie par le climat, la sécheresse, la gestion de la végétation et les moyens consacrés à la lutte contre le feu. Cependant, on ne peut comprendre pleinement le phénomène des incendies en Israël-Palestine sans tenir compte de l'histoire coloniale. Le mouvement sioniste a profondément transformé le paysage et le territoire de la Palestine — grâce en partie à la plantation de forêt — dans l'objectif de l'adapter à des représentations et modèles productifs européens, et d'effacer la géographie indigène et ses modes de vie.

Vous avez travaillé sur cette question des forêts, des arbres, du type d'essence qui a été planté, en analysant ces enjeux d'un point de vue politique. Est-ce que vous pouvez nous en dire quelques mots ?

Comme on l'a déjà mentionné, le KKL était chargé d'acheter des terres en Palestine et de les gérer afin de garantir qu'elles soient la propriété du peuple juif. Parmi les moyens mis en place, l'arbre est un outil parfait car il s'appuie sur la législation ottomane (reprise par les britanniques pendant le mandat) qui accorde un rôle particulier à l'arbre

dans la garantie de la propriété d'une parcelle. Planter un arbre revient alors à planter un drapeau et à revendiquer sa souveraineté sur une partie du territoire. Après avoir un temps préféré l'Eucalyptus, le KKL a peu à peu opté pour la monoculture de pins d'Alep — un choix réfléchi par une science forestière, alors en dialogue avec d'autres experts en poste dans divers territoires colonisés par les puissances européennes, tels que l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Nord ou encore la Californie. Bien souvent, les scientifiques et administrateurs engagés dans l'entreprise sioniste avaient auparavant fait leur armes dans ces colonies. Et les pins désormais plantés par le KKL avaient par exemple déjà été utilisés dans les années 1860 par la Ligue de Reboisement Française en Algérie.

Cette essence offre plusieurs atouts qui la rendent particulièrement adaptée aux objectifs du mouvement sioniste. Le pin d'Alep a une croissance rapide, tolère des conditions climatiques extrêmes, résiste bien au stress hydrique. Il fait partie des espèces dites « de reconquête », capables de coloniser rapidement un territoire. Son feuillage est persistant rappelant les arbres des forêts d'Europe centrale et orientale, un imaginaire familier pour les immigrés juifs.

Les arbres sont plantés en Palestine, par l'administration britannique comme par les institutions sionistes, au nom d'une vision décliniste du territoire qui aurait été dégradé par les pratiques des populations indigènes. Justification tantôt productiviste, environnementale et spirituelle : le territoire nécessiterait une « régénération ».

Après la guerre de 1948, puis de 1967, les arbres sont enrôlés dans le nettoyage ethnique. La plantation de forêts permet toujours d'intégrer les terres palestinienne conquises. Et quand un kibboutz n'est pas fondé sur les terres des villages palestiniens vidés de leur population, elles sont recouvertes de forêts. C'est le cas des villages d'Imwas, Yalou et Beit Nouba détruits par l'Etat d'Israël après la guerre des Six jours, dont les ruines étaient recouvertes par les forêts de pins du parc Canada. Aujourd'hui, environ 200 villages palestiniens

dépeuplés et démolis sont situés dans des parcs, forêts ou réserves naturelles israéliennes. Plus précisément, sur les 68 forêts et parcs appartenant au KKL, 46 recouvrent au total 89 villages palestiniens détruits. Sur l'ensemble du territoire, parc nationaux et forêts participent donc à l'effacement de la Palestine et à la fabrication d'une mémoire tronquée pour les israéliens. Quelles que soient les intentions affichées au fil du temps, ces forêts ont toujours été un pilier de la colonisation : elles servent à l'appropriation des terres, à la construction matérielle et symbolique de l'État israélien, à la dépossession des Palestiniens et à l'effacement de leurs modes de vie.

A quoi peut-on s'attendre après ces incendies en matière de politiques de reboisement ? Peut-on espérer des changements ?

Il y a en fait déjà eu une forme d'actualisation des pratiques du KKL selon les nouveaux préceptes écologiques, suite à des critiques et procès menés par des ONG écologiques israéliennes. Depuis quelques décennies, il utilise désormais un mélange d'essences de résineux et de feuillus lors des chantiers de plantation. Ce qu'on peut affirmer sans trop risquer de se tromper, c'est que les hectares qui viennent de brûler

risquent d'être reboisés pour les raisons déjà abordées — les forêts israéliennes restent un marqueur fort de l'identité nationale.

Les forêts ont souvent été établies sur les ruines de villages palestiniens détruits. Ces incendies mettent-ils en lumière cette histoire occultée ? Peuvent-ils ouvrir un débat public sur la mémoire des lieux effacés ? Pensez-vous que ces incendies pourraient ouvrir un espace pour repenser la relation à la terre, en intégrant les savoirs écologiques palestiniens et les mémoires effacées ?

Certaines organisations militantes cherchent à faire des espaces palestiniens effacés — ruines, forêts, quartiers — des terrains de lutte politique au sein même d'Israël. L'ONG Zochrot s'emploie à faire reconnaître la Nakba auprès des Israéliens juifs, par le biais de visites guidées, d'actions pédagogiques ou d'interventions dans l'espace public. Ces militants cherchent à révéler les traces du passé que le paysage vise à effacer. Ils ont par exemple organisé des campagnes pirates de sensibilisation au sein du parc Canada, ont fabriqué de nouveaux panneaux d'information afin de déstabiliser le narratif entretenu par ceux du KKL qui invisibilisent complètement l'histoire palestinienne du territoire.

Mais la majorité des israéliens se

tiennent loin de ce type d'initiative. La société israélienne dans sa structure même repose sur le déni de la Nakba et du droit au retour des Palestiniens. Des lois permettent de pénaliser les institutions culturelles qui l'évoqueraient et le récit national transmis par le système scolaire israélien nie son existence.

Mais il faut aussi souligner que de plus en plus, le terme accompagne un discours nationaliste agressif destiné à intimider les Palestiniens de 1948. En 2022, le quotidien Maariv titrait : « *La Nakba n'est pas un événement triste, mais joyeux* », tandis que le député Yoav Gallant avertissait les palestiniens depuis la Knesset qu'ils ne devaient pas « *répéter l'erreur de 1948 [sinon] le prix à payer [serait] très lourd* ».

Depuis le 7 octobre, la société israélienne s'est davantage radicalisée. L'atmosphère génocidaire qui s'est installée en Israël s'inscrit dans la continuité du projet colonial, dont le principe fondamental a toujours été d'obtenir un maximum de terres avec un minimum de Palestiniens.

Une partie de la gauche commence enfin à appeler à un cessez-le-feu. Mais son réveil reste illusoire, déconnecté de la gravité de la situation. Elle refuse toujours de nommer la réalité pour ce qu'elle est — génocide, nettoyage ethnique, apartheid — et se focalise sur la dénonciation de « l'occupation militaire » ou du gouvernement Netanyahu. L'exemple de la « Conférence populaire pour la paix » du 8 mai organisée par diverses organisations de la gauche sioniste (Standing together, It's time...) en est symptomatique. Malgré un programme dense, elle ne mentionnait ni le génocide, ni le nettoyage ethnique en cours à Gaza. Il faut reconnaître clairement qu'aucune des solutions politiques envisagées n'est viable tant que perdure le régime d'apartheid israélien. Il ne suffit pas d'espérer ouvrir des espaces de débats au sein de la société coloniale. Il faut soutenir tous ceux qui s'organisent comme un camp d'opposition au régime lui-même. L'espoir réside donc ailleurs : dans celles et ceux qui lui résistent déjà — les Palestiniens, premières victimes de ce système, en première ligne de la lutte. C'est en eux que doivent se concentrer notre soutien, notre solidarité et notre engagement. □

Le feu atteint la banlieue de Tel Aviv © Yonatan Sindel/Flash90



La République islamique d'Iran à bout de souffle

PAR BABAK KIA

L'intervention militaire israélo-étatsunienne contre la République Islamique d'Iran s'est achevée le 24 juin dernier après douze jours de bombardements intenses. Cette agression qui aura fait de lourdes pertes civiles a considérablement aggravé la situation sociale en Iran.

Cette guerre voulue par Benjamin Netanyahu et Trump s'est certes soldée par un cessez-le feu, mais son avenir reste plus qu'incertain tant la volonté de l'administration US et de l'État colonial et criminel d'Israël convergent dans un projet de modification profonde des réalités politiques et des rapports de force au Moyen-Orient. Cette volonté de remodeler la région ne date pas de la période récente. Cela a débuté en 1991 avec la première guerre contre l'Irak. Mais cette politique a connu une accélération certaine depuis octobre 2023 et depuis que Benjamin Netanyahu et son gouvernement suprémaciste ont lancé leur guerre génocidaire contre les Palestiniens de Gaza. Ce processus génocidaire s'accompagne d'une volonté d'expulsion des Gazaouis et de l'extension rapide de la colonisation en Cisjordanie. Le dessin de Netanyahu étant d'éliminer le peuple palestinien en tant que sujet et acteur politique.

REMODELER LES ÉQUILIBRES RÉGIONAUX

Dans le même temps, Netanyahu, soutenu par l'ensemble des puissances occidentales, s'est senti suffisamment puissant pour affaiblir considérablement le Hezbollah Libanais. Enfin, l'effondrement du régime dictatorial d'Assad en Syrie a laissé l'Iran sans allié conséquent dans la région. En toute impunité, Israël occupe une partie de la Syrie, bombarde régulièrement ce pays, ainsi que le Liban. D'un commun accord avec Trump, Netanyahu a saisi l'opportunité qui lui était offerte pour s'en prendre au programme nucléaire et balistique de la République Islamique, pour

éliminer de hauts dirigeants des Gardiens de la Révolution et des personnalités liées au programme nucléaire de Téhéran. Netanyahu a mis en avant les avancées du programme nucléaire iranien en matière d'enrichissement d'uranium et les rododromes vides de sens proférées à l'encontre de l'État d'Israël depuis 46 ans par les dirigeants de la République Islamique pour « justifier » sa « guerre préventive ». Les menaces verbales des dirigeants iraniens relèvent davantage de la propagande et de la volonté de se positionner en leader dans les opinions publiques de la région qu'autre chose. La République islamique n'a jamais eu les moyens, ni la volonté « d'éradiquer » l'État d'Israël. Enfin concernant le nucléaire iranien, l'AIEA et les services de renseignement étatsuniens affirment ne pas avoir de preuves de l'existence d'un programme militaire. La République islamique cherche davantage à être un pays dit du « seuil » qu'une puissance nucléaire. Ce qui est certain en revanche, c'est qu'Israël veut rester le monopole de l'arme nucléaire dans la région.

UNE INTERVENTION QUI N'EST EN AUCUN CAS DÉMOCRATIQUE

Durant les 12 jours de guerre, les infrastructures civiles, industrielles et stratégiques ont été visées délibérément. L'aviation israélienne a même bombardé la tristement célèbre prison d'Evin, faisant officiellement 79 morts dont de nombreux détenus. Viser une prison dans laquelle sont détenus un nombre important d'opposants au régime montre à quel point la guerre déclenchée par Netanyahu n'avait pas pour but de « libérer les iraniens

de leur tyran ». De manière générale, cette agression militaire a mis un coup d'arrêt momentané aux contestations sociales qui s'exprimaient avec force ces derniers mois.

Face à la guerre voulue par Netanyahu et Trump, la République Islamique ne pouvait que riposter en s'appuyant sur son arsenal de drones et de missiles balistiques. L'isolement du régime de Téhéran a été patent dans cette séquence. Ses alliés régionaux n'étaient plus en capacité d'agir, Pékin et Moscou, qui entretiennent des rapports économiques et diplomatiques conséquents avec l'État d'Israël, ont brillé par leur silence. Il faut dire que s'agissant de Poutine, ce conflit lui a permis d'occulter la guerre qu'il mène contre le peuple ukrainien. Il en a profité pour intensifier ses opérations.

LA RECHERCHE D'UNE CAPITULATION

L'agression militaire israélienne s'inscrivait également dans le cadre fixé par Washington alors que des négociations sur le programme nucléaire étaient en cours.

En bombardant les sites nucléaires de Fordo, Natanz et Isfahan par l'aviation US, l'administration Trump cherche à faire capituler la République islamique et à obtenir d'elle un maximum de concessions. Il s'agissait aussi pour l'impérialisme étatsunien de faire une démonstration de puissance et d'envoyer un message à ses concurrents que sont la Chine et la Russie. Concernant le Moyen-Orient, l'administration Trump cherche à imposer une



domestication des États et une gestion de la région à ses conditions. Et cela passe par un contrôle total sur le programme nucléaire et militaire de la République Islamique. C'est d'ailleurs le sens des déclarations de Trump depuis la fin de la guerre.

La République islamique sort affaibli de cette séquence. Conscients de leur détestation à l'intérieur du pays, les dirigeants du régime ont immédiatement répondu par une répression accrue à l'égard des opposants. Le pouvoir a restreint les communications et internet, procédé par intimidation et arrestation, augmenté la cadence des condamnations à de lourdes peines et les exécutions.

Aujourd'hui, les détenu-es d'opinion et politique sont particulièrement en danger. *Fars News*, l'un des organes médiatiques proches des milieux sécuritaires et des Gardiens de la révolution, appelle même à l'exécutions massive de prisonnier-es politiques comme cela s'était fait à l'été 1988. Le massacre d'opposant-es mené à la fin de la guerre contre l'Irak avait permis à Khomeiny et au régime des mollahs d'éliminer plus de 12 000 militant-es des moudjahiddines du peuple et des diverses organisations de la gauche révolutionnaire.

L'INFILTRATION DU MOSSAD

Il faut dire que la récente guerre a mis en lumière la faillite sécuritaire et la vulnérabilité de la République islamique. En éliminant de manière ciblée de hauts dignitaires des Gardiens de la Révolution et des scientifiques liés au programme nucléaire, l'État d'Israël a démontré à quel point les sommets de l'État iranien sont infiltrés. Et cela ne date pas d'hier comme le rappelle cette anecdote. Le 30 septembre 2024, l'ancien président Ahmadinejad avait révélé à *CNN Turk* que le chef d'une unité des services secrets iraniens chargé du contre-espionnage anti-Mossad était lui-même un agent à la solde d'Israël. Démasqué en 2021, cet agent et la vingtaine de membres de son équipe avaient réussi à fuir l'Iran. L'agression israélo-étatsunienne a déclenché en Iran une chasse « aux agents du Mossad » qui se solde par de nombreuses arrestations arbitraires, des procès expéditifs et des

pendaisons. La République islamique qui n'hésite pas à mettre en scène ses « succès » cherche avant tout à masquer ses échecs et à renforcer un climat de terreur afin de museler toutes les velléités de contestation.

LE RACISME ANTI-AFGHAN-ES

À cette campagne répressive s'ajoute une politique raciste et d'expulsion massive contre les réfugiés Afghans. Ils sont accusés pêle-mêle de travailler pour des « puissances étrangères », d'être responsables du chômage des jeunes, d'être responsables de la criminalité et de toutes les avanies qui frappent la société iranienne.

Selon l'Observatoire international des migrations (OIM), entre le 1^{er} juin et le 5 juillet 2025, près de 450 000 Afghan-es ont été forcé à quitter le territoire iranien. Depuis le début de l'année 2025, ce nombre s'élève à 906 326 personnes selon l'agence onusienne. De nombreux rapports et de multiples vidéos indiquent la grande violence avec laquelle les migrant-es Afghan-es sont déporté-es.

Cette politique est organisée au plus haut sommet de l'État. Le régime mène une campagne médiatique haineuse à leur rencontre. Selon les annonces officielles, les bus transportant des migrants sans papiers seront confisqués définitivement, les individus qui se risqueraient à véhiculer un-e Afghan-e sans papier s'exposent à un retrait de permis et à cinq ans de prison. Désormais, la location d'un logement à des migrant-es sans papiers est passible d'une peine de prison de deux ans.

Quant aux employeurs qui embaucheraient des Afghan-es sans-papiers, ils s'exposent au retrait de leur permis commercial et à la fermeture de leurs locaux. Ce qu'il faut noter, c'est que la majorité des Afghan-es réfugié-es en Iran n'ont pas de papiers.

C'est à une véritable chasse au faciès que se livre les forces de l'ordre du régime.

Dans certaines villes, leurs comptes bancaires sont bloqués, leurs biens confisqués, ils sont parfois battus et contraints de monter dans des camions en vue d'être reconduit à la frontière. Les jeunes filles scolarisées en Iran, les femmes sont renvoyées sans scrupule aucune en Afghanistan, là où une oppression encore plus grande les attend.

Si le racisme d'état que subissent les

Afghan-es n'est pas nouveau, il a pris de l'ampleur ces dernières semaines.

Les réfugiés Afghan-es installé-es en Iran, pour certain depuis le début des années 1980, ont fui l'invasion soviétique, les guerres impérialistes des États-Unis, l'obscurantisme et l'apartheid de genre des Talibans. Ils sont partis intégrantes de la classe ouvrière en Iran et occupent les emplois les plus pénibles et les moins rémunérés. Ils sont sur exploités et pour beaucoup d'entre eux sans droit.

Dans ce contexte, l'Union libre des travailleurs iraniens et le syndicat Vahed (travailleurs des transports en commun de Téhéran et banlieue) ont produit deux communiqués contre la politique raciste de la République islamique. À ces déclarations s'ajoutent une lettre publique signée par plus de 1 300 militantEs, artistes et journalistes condamnant le traitement infligé aux réfugiés afghan-es. Ces prises de position sont particulièrement salutaires.

UN RÉGIME FÉBRILE

Malgré ces politiques répressives et racistes, le régime ne réussit pas à masquer ses échecs. Au sein même du pouvoir et parmi les élites, les désaccords filtrent et prennent de l'ampleur. Pour exemple, dans un numéro récent de *Donya-ye-Eqhtesad*, un grand journal iranien spécialisé sur les questions économiques, est paru une lettre signée par plus de 300 présidents d'universités, universitaires, chercheurs, économistes et personnalités politiques et scientifiques de premier plan. Les signataires pointent en creux l'inefficacité des politiques économiques, et mentionnent explicitement la corruption, la captation de rentes ou encore la profonde implication des gardiens de la révolution dans l'économie. Il critique les politiques économiques menées et la répression. Tout en se situant dans le cadre de la République islamique, les signataires signalent que le pays n'est plus gouvernable de la sorte, ils s'inquiètent des risques d'effondrement si l'augmentation de la pauvreté, l'émigration des élites, le déclin des investissements productifs n'étaient pas arrêté. Ils demandent la libération des prisonniers politiques, la protection des libertés académiques et le débat ouvert, y compris sur le plan médiatique. Cela traduit des tensions et de la fébrilité au sein des cercles dirigeants.*



Manifestation à Paris, le 24 juin 2025 © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

UNE ÉCONOMIE EXSANGUE

Selon le président iranien, Massoud Pezeshkian, chaque année 20 à 30 milliards de dollars sortent du pays clandestinement, alors même que la situation sociale est catastrophique. Cela suffit à démontrer le degré de corruption des hautes sphères qui se partagent le pouvoir et les richesses du pays.

Plus de 60 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Sous l'effet des sanctions imposées par les États-Unis et des politiques économiques menées par le pouvoir, le pays est frappé depuis plusieurs années par une hyperinflation dévastatrice. Le marché noir totalement contrôlé par les Gardiens de la révolution a contribué à leur enrichissement phénoménal. Le poids des sanctions se fait ressentir sur les travailleurs et l'immense majorité de la population.

En 2024, selon le Centre des statistiques de la République islamique, les prix des biens importés avaient augmenté de 53,8 %. Le prix des médicaments et des soins médicaux a augmenté de 400 % au cours des cinq dernières années. Avec la guerre israélo-étatsunienne contre l'Iran, la tendance s'est nettement accentuée et cela sur l'ensemble des marchandises. Le prix de la viande avoisine désormais les 213 euros le kilo, le prix du pain vient d'augmenter de plus de 50 %. Ces derniers mois le riz, qui est l'aliment de base de la cuisine iranienne, avait tellement augmenté que beaucoup de familles ont dû le

remplacer par du pain... avec cette explosion du prix du pain, beaucoup vont devoir se priver davantage. Les salaires, quant à eux, restent très bas. Le salaire minimum mensuel est depuis le mois de mars 2025 fixé à 10 399 000 Tomans. Et ce montant ne reflète pas les revenus des travailleurs journaliers qui gagnent encore moins... Quoi qu'il en soit il faut le rapporter au coût de la vie qui dépasse les 35 millions de toman par mois.

À cela s'ajoute les coupures d'électricité et d'eau, ainsi que les pénuries en toute sorte rendant le quotidien des populations très complexes. Les peuples d'Iran le savent mieux que quiconque. La République islamique est un État capitaliste théocratique, réactionnaire, misogyne et raciste. Il n'a rien à voir avec l'anti-impérialisme. Sa politique régionale est mue par les intérêts des dignitaires du régime et des Gardiens de la révolution qui se sont enrichis sur le dos des travailleurs en faisant main basse sur les ressources du pays.

Les slogans creux du régime comme « Mort au grand Satan » ou « mort au petit Satan » relèvent du ridicule et ne font illusion que dans l'esprit de celles et ceux qui veulent croire que l'anti-impérialisme et la lutte contre l'État colonial d'Israël peuvent se concilier avec le soutien à des dictatures qui écrasent leur propre peuple.

Dans les semaines à venir, nous devons réclamer haut et fort l'arrêt des exécutions et la libération de l'ensemble

des détenu-es politiques et d'opinions enfermés dans les geôles de la République islamique.

Les forces de gauche et démocratique doivent se préparer à soutenir les futurs soulèvements populaires qui ne manqueront pas de resurgir en Iran. À l'instar des mobilisations précédentes et notamment du mouvement « Femme, Vie, Liberté », ils auront pour objectif de mettre à bas la République islamique. Il est du devoir des anti-impérialistes conséquents et des anticapitalistes et révolutionnaires de construire des solidarités concrètes avec celles et ceux qui luttent pour le droit à l'auto-détermination des peuples, pour la justice sociale, l'égalité et la liberté. La solidarité à l'égard des femmes, de la jeunesse, des travailleurs, des minorités nationales et des réfugiés Afghans est un impératif moral et politique pour toutes les forces qui veulent en finir avec les guerres impérialistes, les oppressions et l'exploitation. C'est le sens de la récente tribune initiée par les camarades de Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran et signée par de nombreuses personnalités, organisations syndicales, associatives et politiques dont le NPA-L'Anticapitaliste¹. □

¹) Tribune collective, Solidarité avec les peuples en lutte contre la guerre, le colonialisme et la dictature. Blog de Mediapart, 11 juillet 2025.

Après le « No Kings day », État de la résistance aux Etats-Unis

PAR SOLIDARITY*

Une grande et belle résistance populaire se répand peu à peu vers certains lieux du pouvoir politique¹, y compris les tribunaux fédéraux, mais elle est encore loin d'être suffisante en ampleur mais aussi a pris du retard. C'est la principale leçon à tirer des 100 premiers jours de l'administration Trump. Mais nous ne sommes qu'au début d'une longue bataille qui connaîtra des hauts et des bas.

Les rassemblements *No Kings* (Pas de rois) du 14 juin ont été à la fois insolents et inspirants. On estime à cinq millions le nombre de personnes qui y ont participé, non seulement dans les grandes villes, mais aussi dans les villes plus petites, ce qui est important, car l'assaut de Trump et MAGA menace d'étouffer la vie rurale et urbaine américaine.

Un reportage explosif du *Tempest Collective*, « *The Battle of Los Angeles* » (La bataille de Los Angeles), retrace les débuts de la défense et de la résistance des immigrés dans cette ville. Au même moment, le régime Trump renforce son appareil répressif. Les menaces se multiplient contre les forces de gauche et les mouvements sociaux, et de nouveaux déploiements de la Garde nationale et de troupes militaires pourraient avoir lieu en toute illégalité par ailleurs pour réprimer les manifestations et la défense des communautés immigrées dans un climat de terreur raciste. Insuffler suffisamment la peur peut conduire à l'auto-expulsion.

À tout cela il faut ajouter des actes de sadisme et de cruauté, tels que l'interdiction par l'État des soins liés à l'affirmation du genre pour les jeunes, qui ont désormais été autorisés par la Cour suprême des États-Unis.

On peut souvent avoir l'impression que les marches et les rassemblements de protestation, les pétitions, les manifestations devant les mairies ou toutes les autres possibilités d'action militante (sans détenir les leviers

du pouvoir) sont inutiles, car ceux qui sont au sommet n'écourent pas. Mais ils veulent que les gens pensent qu'ils n'écourent pas.

Sans la colère et le dégoût populaires qui bouillonnent en profondeur, il n'y aurait pas autant de décisions de justice ralentissant les violations grotesques de la loi par l'administration, le refus de quelques entreprises comme COSTCO de supprimer leurs programmes DEI (inclusif) restants, ou la bataille (pour l'instant trop timide) contre la volonté de Trump de transformer des universités comme Harvard en université Trump.

Nous discutons dans d'autres articles de la réponse pour le moins faiblarde des directions universitaires aux attaques de Trump, comme la « capitulation prématurée » de l'université du Michigan et l'atmosphère policière qui règne sur ce campus. Et tandis que Harvard, avec sa démonstration de résistance, est devenue la coqueluche des médias de gauche mainstream, l'université a préventivement vidé son Centre d'études sur le Moyen-Orient et purgé la direction de personnel enseignant. C'est une tentative de montrer patte blanche ignorée par Trump et sa bande car il cherche ouvertement à détruire Harvard pour en faire un exemple.

Comme l'a souligné notamment le *Chronicle of Higher Education*, il est très dangereux de faire des compromis sur la diversité, l'équité et l'inclusion (comme Harvard qui est d'accord avec

Trump en annonçant qu'il y a des « excès »). La DEI consiste essentiellement à supprimer les obstacles à l'égalité, tandis que l'approche de Trump consiste à normaliser les inégalités comme étant naturelles et acceptables. En résumé, les manifestations organisées jusqu'à présent sont loin d'être suffisantes pour répondre à l'urgence sociale et politique à laquelle nous sommes confrontés, mais elles contribuent à montrer que l'activisme a son importance. Les courageux étudiants de Columbia qui, lors de la remise des diplômes, ont défié le nouveau président par intérim de l'université en scandant « Free Mahmoud », ont donné un exemple qui résonne dans tout le pays et dans le monde entier. La question des droits des Palestiniens, qui était ignorée depuis des décennies, a éclaté au grand jour au sein de la gauche – il s'agit d'un grand pas en avant, même si la direction nationale du Parti démocrate refuse toujours d'aborder la question.

En explorant ici l'état de la résistance et ses perspectives, nous ne surestimons pas ses réalisations ni ne négligeons ses lacunes. La mobilisation n'a pas permis d'écarter le dirigeant de la Maison Blanche, ni l'imbécile au nom illustre chargé de démanteler les services de santé pour faire revenir la rougeole, la polio et d'autres épidémies infantiles².

La résistance n'a pas empêché jusqu'à présent la destruction génocidaire et la famine de Gaza sous les coups d'Israël

et des États-Unis, ni la complicité des deux partis du Congrès américain. Mais elle a brisé le quasi-black-out médiatique sur l'horreur en Palestine et a augmenté l'indignation et la colère publiques face à la stratégie de blocus et de famine d'Israël.

La résistance n'a pas mis fin à l'horreur des expulsions massives qui pèsent sur les communautés immigrées, avec des conséquences déchirantes, même si les mobilisations dans certaines villes et certains États permis de ralentir significativement la dynamique et a contrarié les responsables des opérations policières. (Le danger de paralyser les secteurs de l'agriculture, de la construction et de l'hôtellerie a provoqué des débats fractionnels parmi les gangsters de Trump/MAGA.)

La mobilisation a aussi pressé les tribunaux pour contester l'enlèvement et l'extradition de Kilmar Ábrego Garcia vers un cachot salvadorien, ce qui a « choqué la conscience », comme l'a déclaré la juge du tribunal de district Paula Xinis, car il existe au moins des secteurs de la population qui ont une conscience suffisamment développée pour être choqués. Il a finalement été rapatrié aux États-Unis, même si le gouvernement avait porté contre lui de fausses accusations de « trafic » afin de le maintenir éloigné de sa famille et de maintenir les communautés immigrées dans une peur permanente.

La colère populaire continue également de faire la différence à mesure que des cas tout aussi horribles sont révélés, notamment l'expulsion de migrants vers des pays comme le Soudan du Sud.

POURQUOI CES LIMITES ?

Cette indignation morale est absolument nécessaire, mais il est tout aussi essentiel de comprendre pourquoi il est difficile de faire dérailler le programme de la machine « Trump ».

Premièrement, il s'agit en grande partie d'un programme de la classe dirigeante, ou du moins d'une partie importante de la classe capitaliste américaine. Cela ressort clairement du projet de loi budgétaire de Trump, adopté à une voix près à la Chambre des représentants. (Il est à l'ordre du jour du Sénat au moment où nous écrivons ces lignes)³.

On peut se demander ce qui attire le capital dans un budget déficitaire massif qui engage fermement le



Manifestation No Kings à Philadelphie, 14 juin 2025 © Wikipedia Commons / Rob Bulmahn

pays sur la longue voie de la faillite, dans des guerres sur les tarifs qui menacent de faire sombrer le marché obligataire – et simultanément dans des coupes brutales qui plongeront des millions d'Américains dans la pauvreté sans soins de santé, y compris dans les bastions électoraux de Trump.

La presse économique, menée par le *Wall Street Journal*, dénonce avec virulence les droits de douane de Trump et ses revirements incohérents. Mais les réductions d'impôts permanentes pour les riches et les milliardaires flattent la cupidité de ces secteurs, tout comme l'appel idéologique à la « nécessité de la discipline budgétaire » pour réduire Medicare, Medicaid, l'aide alimentaire et les services essentiels à la population. Les réductions d'impôts pour les riches vont bien sûr faire exploser le déficit bien au-delà de ce qui peut être financé par les mesures grotesques et cruelles imposées à la majorité.

Quant au débat sur les droits de douane, il y a une certaine logique impérialiste dans l'argument selon lequel, pour que

les États-Unis continuent à dominer le monde – ce qui n'est bien sûr pas notre programme socialiste, mais très certainement l'ambition capitaliste des États-Unis –, ils ont besoin d'industries nationales fiables dans des domaines tels que l'acier, l'aluminium, les puces informatiques et les semi-conducteurs. Cela ne justifie guère par contre des droits de douane élevés sur les bananes d'Amérique centrale ou les avocats mexicains. Et compte tenu de la rivalité impérialiste centrale dans le monde entre les États-Unis et la Chine, il n'y a guère de motivation rationnelle pour imposer des droits de douane qui vont paralyser les alliés stratégiques les plus importants des États-Unis en Europe, en Australie et au Canada. Pourtant, malgré l'incompétence et la confusion du nationalisme économique de Trump et les ravages causés par ce que l'économiste Paul Krugman appelle « l'attaque des zombies

sadiques » dans le budget fédéral, le programme républicain bénéficie d'un certain soutien parmi l'élite, notamment en ce qui concerne l'indifférence à l'égard des dommages infligés aux communautés immigrées et pauvres, aux Palestinien·nes qui vivent et meurent sous le génocide, et aux enfants affamés du Sud global qui sont laissés à l'abandon par le démantèlement instantané de l'aide américaine. Beaucoup de ces mêmes pays figurent par ailleurs sur la liste élargie des pays soumis à l'interdiction de voyager imposée par Trump, peut-être comme monnaie d'échange pour qu'ils acceptent davantage de personnes qu'il prévoit d'expulser.

Deuxièmement, et c'est le plus important d'un point de vue stratégique, la résistance à Trump est un mouvement important, mais qui n'est pas encore profondément enraciné dans la classe. Nous considérons que la tâche centrale de la gauche est de construire le noyau d'un mouvement centré sur la classe ouvrière, nécessaire dans l'urgence actuelle et à long terme.

Pour être plus précis, il y a très certainement un grand nombre de travailleur·ses et de familles ouvrières qui participent aux rassemblements et aux marches de protestation, mais les organisations syndicales et la communauté afro-américaine sont généralement absentes. La manière de commencer à surmonter ces obstacles nécessite une discussion plus approfondie.

NECESSITÉ D'UN LARGE MOUVEMENT DE CLASSE

Le soutien apporté à Kilmar Ábrego Garcia par son syndicat de la métallurgie, SMART Local 100, dans le Maryland, est une expression de la solidarité de classe. Le SEIU Californie s'est mobilisé pour défendre son président, David Huerta, arrêté et malmené alors qu'il tentait de protéger des travailleurs migrants. Ces exemples ne sont qu'un début.

Le syndicat United Auto Workers a soutenu les manifestations « Hands Off ! » du 19 mai, mais nous n'avons vu que peu ou pas d'efforts pour mobiliser ses membres. Au contraire, le président de l'UAW, Shawn Fain, qui a apporté le soutien du syndicat à Kamala Harris pour l'élection présidentielle de 2024

sans consultation des membres ni décision démocratique, a fait volte-face pour soutenir les droits de douane de Trump sur les voitures, rompant ainsi de manière destructrice la solidarité avec les travailleurs de l'automobile canadiens et mexicains.

Tout aussi difficile est le fait que la lutte de la communauté noire contre le racisme infect des politiques de Trump – démantèlement de la fonction publique fédérale, annulation des décrets de réforme de la police, suppression forcée des programmes DEI non seulement au sein du gouvernement, mais aussi dans l'ensemble du monde universitaire et des entreprises américaines, et bien plus encore – est d'une importance cruciale pour la résistance, mais n'est pas suffisamment représentée dans les manifestations de protestation.

Lors des manifestations « Hands Off ! » des 5 et 19 avril, la participation des Afro-Américains semblait globalement faible. Cela reflète la faiblesse générale de l'implication des syndicats et probablement l'insuffisance des efforts de sensibilisation auprès de la communauté noire et des institutions confessionnelles. Le leadership dont fait preuve le révérend William Barber, de la New Poor Peoples Campaign, démontre le potentiel d'un mouvement de masse qui pourrait constituer une force de résistance diversifiée et plus puissante.

Il est compréhensible que la participation des communautés immigrées, menacées de détention arbitraire et d'expulsion sommaire, reste limitée tant qu'il n'y aura pas une résistance qualitativement plus importante capable de les protéger.

ALLER DE L'AVANT EN TEMPS DE CRISE

Les attaques de l'extrême droite de Trump, qui se déroulent partout et sur tous les fronts, ont un effet de sidération.. Comment peut-on réagir chaque jour à de nouvelles atrocités, sans parler de ce qui, en temps « normal », constituerait de multiples infractions présidentielles passibles de destitution ?

En même temps, le potentiel d'une résistance plus puissante réside dans le fait même que Trump, l'extrême droite et les « zombies sadiques » s'attaquent à tous les secteurs de la classe ouvrière, même si ce n'est pas de manière uniforme et même si de

nombreux·ses travailleur·ses ne s'en rendent pas encore compte.

La colère populaire va croître à mesure que le plein impact des atrocités des coupes budgétaires, des idioties tarifaires et de l'austérité commencera à frapper des millions de personnes, y compris beaucoup qui n'ont pas encore reconnu qu'elles seraient parmi les victimes visées. La possibilité d'une « stagflation » est une réalité tangible. Une sorte d'explosion politique se profile aux États-Unis – même si la question reste ouverte de savoir si elle prendra la forme d'une résistance plus puissante, de réponses fragmentées ou peut-être de mobilisations réactionnaires et racistes – et sera influencée en partie par la manière dont le mouvement actuel et la gauche feront face à la crise qui s'aggrave.

Nous avons déclaré dès le début que la colère et le dégoût populaires « remontent » vers les tribunaux et les institutions de la classe dirigeante. Si cela est positif en soi, cela ne signifie pas pour autant que les batailles décisives se livreront au sommet, ni que le mouvement peut se tourner vers l'appareil du Parti démocrate pour trouver des solutions.

Nous ne pouvons pas non plus attendre et espérer le résultat des élections de mi-mandat de 2026 (pour lesquelles les démocrates, dans leur arrogance triomphante habituelle, prédisent déjà la victoire sans dire ce qu'ils comptent faire ensuite).

À mesure que la crise s'intensifie, la voie à suivre doit être celle qui contribue à rassembler les secteurs et les luttes à la base autour d'une cause commune – en gros, un front uni de la classe ouvrière dans toute sa diversité. Nous ne prétendons pas, même avec beaucoup d'imagination, que la gauche socialiste aux États-Unis puisse y parvenir seule. Mais en nous appuyant sur le 14 juin, notre responsabilité centrale est de contribuer à cet effort en vue d'une résistance plus large et plus efficace. □

*** Publié le 23 juin 2025 sur le site web de Solidarity, section étatsunienne de la 4^e Internationale. Les notes sont de la rédaction.**

1) a big, beautiful popular resistance en référence à la Big beautiful bill de Trump qui est un transfert massif d'argent public vers les plus riches.

2) Robert Kennedy Jr.

3) il a été voté depuis.

Pourquoi l'État réprime



l'assimilation des délits politiques au droit commun mais se dote de moyens extrajudiciaires phénoménaux, avec le fichage, la surveillance, l'espionnage, la possibilité – notamment avec l'accusation d'« association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste » – de juger des intentions et non des faits. Une entreprise israélienne vent une machine pour « déceler la dangerosité » à partir de l'analyse des corps et de leurs mouvements. On assiste également réhabilitation de la torture. Un sondage pour ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture) montre en 2000 que 54 % des Français juge acceptable qu'« une personne suspectée d'avoir posé une bombe prête à exploser soit soumise à des décharges électriques »

LA SOUS-CITOYENNETÉ

Cette fuite en avant s'appuie sur un discours raciste spécifique. Ainsi, Alain Brossat, rappelle les discours, notamment anti-Roms, justifiant que, « même français, ils sont des citoyens sous condition »⁵ et élargit : « On est face, en effet, dans les cités, à des opérations de « maintien de l'ordre », concernant pour l'essentiel des populations postcoloniales – populations caractérisées par un statut (de fait) de sous-citoyenneté, qui rappelle d'évidence la citoyenneté dégradée à laquelle était soumise la population musulmane d'Algérie, aux temps de la colonisation française. Il cite Michel Foucault « le racisme est d'abord le moyen d'introduire, dans ce

domaine de la vie que le pouvoir a pris en charge, une coupure. La coupure entre ce qui doit vivre et ce qui doit mourir. Le racisme est donc le truchement par lequel ce gouvernement placé sous le signe général du « faire vivre », demeure porteur, envers et contre tout, d'un signe de mort »⁶. La sous-citoyenneté est un point clé de la conservation de l'ordre social. La coupure dont parle Foucault est un curseur que la classe dominante peut déplacer à sa guise.

Et Darmanin avait expliqué en 2023 que la répression doit être implacable : pour lui, dans la « menace terroriste », « le risque principal, c'est le risque à l'intérieur » et « aucune question taboue si c'est pour être efficace pour protéger les Français »⁷. Le racisme et le discours antiterroriste ne sont d'ailleurs pas les seuls outils utilisés par le pouvoir pour déterminer la position du curseur, il les mêle aux incivilités (Tony Blair a créé 450 nouveaux délits, notamment des délits routiers...), à la supposée lutte contre le narcotrafic... même si le musulman et l'islamogauchiste conservent une place de choix... Foucault notait que le passage de l'exécution publique des peines à leur exécution cachée au 19^e siècle y a contribué : « la punition tendra donc à devenir la part la plus cachée du processus pénal. Ce qui entraîne plusieurs conséquences : elle quitte le domaine de la perception quasi quotidienne, pour entrer dans celui de la conscience abstraite ; son efficacité, on la demande à sa fatalité, non à son intensité visible ; la certitude d'être

puni ». Le passage quasi instantané de la comparution immédiate à la prison masque la punition et efface toute possibilité de la contester. Alain Brossat y revient : « Au fil des décennies, le discours Law and Order a été décliné sur tous les tons par les gouvernements successifs, [...] le pli sécuritaire s'est renforcé dans le discours des médias et des élites et que c'est sur cette pente qu'a pu prospérer l'impunité policière. Le film où, sans rire, le commissaire dit à la malheureuse mère du délinquant « on va vous raccompagner », c'est le halo de la culture de masse qui enveloppe et protège les exactions policières »⁸.

FACE À LA LOI D'AIRAIN BOURGEOISIE

L'efficacité est indéniable : entre acharnement judiciaire, harcèlement administratif et violences policières, les classes populaires sont concrètement et violemment empêchées d'agir. Par exemple, la peur d'aller en manifestation, d'abord en famille, aujourd'hui soi-même, contribue à la faiblesse des actions de rue. Tout cela concourt à la surexploitation à l'imposition de conditions de vie dégradées, en premier lieu chez les personnes racisées, dont certains sont acculés à un « on n'est pas chez nous, on la boucle »⁹.

L'ensemble de ces éléments conduit certains à voir un « pouvoir fasciste » ou une « fascisation » de la société. Il est clair que différents éléments soulignés par Ernest Mandel¹⁰ sont déjà présents dans la société : la « crise structurelle » du capitalisme, des velléités pour la bourgeoisie de « à l'exercice direct du pouvoir politique » au profit d'une « forme supérieure de centralisation du pouvoir exécutif pour la réalisation de ses intérêts historiques », des éléments de construction d'un « mouvement de masse de la petite bourgeoisie » visant la « destruction de la plus grande partie des conquêtes du mouvement ouvrier ». Ces éléments sont encore loin d'être arrivés à maturation mais cela ne signifie pas qu'ils ne pourraient pas le devenir rapidement. Le résultat électoral du parti nazi est passé de 2,6 % en 1928 à 18 % en 1930 puis 37 % en 1932, 44 % en mars 1933 et... 92 % en novembre 1933 après l'interdiction des partis concurrents¹¹.

L'analyse d'un danger fasciste, à court terme, correspondant aux besoins de la bourgeoisie dans le cadre de la crise structurelle du capitalisme, devrait nous convaincre que, pour y

faire face, il faut tirer toutes les leçons de l'histoire. Les sociaux-démocrates et bureaucrates syndicats cherchant le compromis avec le fascisme¹², les stalinien amalgamant le SPD et les trotskystes au fascisme, tous comme les courants juifs, sionistes comme assimilationnistes, passifs comme collaborationnistes, n'ont plus pu faire face au nazisme.

Aux juifs du *Klorkeit* (« clarté » en yiddish) qui veulent transformer leur groupe en « organe juif international », Trotsky répond dès 1930 « *traditionnellement, les organisations purement françaises n'ont pas un caractère de masse. Dans une certaine mesure, elles ont pour base l'aristocratie politique et syndicale de la classe ouvrière. L'écrasante majorité de celle-ci demeure inorganisée et à l'écart des activités des organisations politiques et syndicales. En France, c'est la question cruciale. Il me semble que le rôle joué aujourd'hui par les travailleurs étrangers en France secouera le conservatisme profond de ce pays. Puisque les travailleurs étrangers appartiennent dans leur grande majorité aux couches inférieures du prolétariat de ce pays, ils sont de ce fait liés à ces couches et proches d'elles. Ils partagent la condition de la lie du prolétariat français qui, pour sa*

part, reste à l'écart des organisations officielles. Les travailleurs étrangers ont une mentalité différente, tout simplement parce que ce sont des étrangers, une mentalité d'émigrants, plus mobile, plus réceptive aux idées révolutionnaires. Voilà pourquoi l'idéologie communiste peut gagner le respect des travailleurs étrangers et en faire un puissant instrument de pénétration dans l'ensemble de la classe ouvrière française »¹³.

Le front unique est plus que jamais d'actualité face aux transformations de l'État en machine policière et à la montée du fascisme. L'unité de la classe, de la base au sommet, dans ses différentes composantes sociales, ethniques, politiques, philosophiques, religieuses est une tâche fondamentale. □

1) « L'ennemi d'État, c'est toi. Avec Vanessa Codaccioni » entretien avec David Dufresne, 29 avril 2025, Au poste.

2) Margot Mahoudeau, « Mathieu Rigouste, La Domination Policière. Une violence industrielle », *Carnets de géographes*, 4 juin 2025

3) Le ministre de l'Intérieur du gouvernement Poincaré, le radical Albert Sarraut, pouvait proclamer en 1927 : « Le communisme, voilà l'ennemi ! ». *L'anticommunisme en France et en Europe 1917-1991*, 2025, sous la direction de Dard Olivier, Castagnez Noëlline, Launay Maxime, Vigreux Jean. Jean-Guillaume Lanuque, Dominique Lejeune, *La peur du « rouge » en France – Des partages aux gauchistes*, Paris, Belin, 2003, Dissidences.

4) « Congrès Les Républicains : Éric Ciotti souhaite

un « Guantanamo à la française » pour lutter contre le terrorisme », 10 novembre 2021, *Le Monde*. 5) « En finir avec la police », Alain Brossat et Alain Naze, 29 juin 2020, *Ici et ailleurs*. <https://ici-et-ailleurs.org/contributions/actualite/article/en-finir-avec-la-police>

6) « Alain Brossat philosophe sur l'autochtone imaginaire et l'étranger imaginé », 2023, Youtube.

7) « Darmanin, Benzema et l'ennemi intérieur », Antoine Larrache, octobre 2023, revue *L'Anticapitaliste*.

8) « En finir avec la police », *idem*.

9) « Jeunes et gilets jaunes, des points de vue contrastés », *Jeunes de quartiers* « Aux chibanis, le 1er janvier », Latifa Oulkhoudir, 1er janvier 2021, *Bondyblog*.

10) « La théorie du fascisme chez Léon Trotsky », introduction de 1974 à *Comment vaincre le fascisme*, de Trotsky.

11) « Un monde au bord de l'effondrement : comment sommes-nous tombés dans les griffes de l'extrême droite ? », Hani Adada, 13 juillet 2024, *Inprecor* n°725.

12) « Premier mai 1933, la capitulation des syndicats devant le régime fasciste », Georg Jungclas, avril 1970, *Inprecor* n°731.

13) « Lettre à « Klorkeit » et aux travailleurs juifs de France », 10 mai 1930, publié dans le numéro 3 de *Klorkeit* et reproduit dans *Les cahiers du CERMTRI* n°63, décembre 1991.



Rassemblement solidarité Palestine Paris 10 décembre 2023 © Photothèque Rouge.

Clivages raciaux et islamophobie dans la répression du gouvernement

PAR HAFIZA B. KREJE

L'assassinat d'Aboubakar Cissé dans la mosquée de Grand-Combes a constitué un moment important dans la prise de conscience de la gravité de l'islamophobie : si sa centralité ne faisait pas de doute, la menace existentielle qui pèse sur les musulmans et les musulmanes est désormais évidente. Face à cette menace, la mobilisation peine encore à se construire et il nous faut revenir sur nos tâches pour remédier à cette ornière

L'islamophobie joue dans la période un rôle spécifique : si l'on peut mettre en évidence la construction d'un problème musulman depuis la révolution iranienne¹, qui s'est notamment appuyé sur la stigmatisation puis la criminalisation croissante des signes religieux, l'islamophobie a également une temporalité.

L'ISLAMOPHOBIE, RACISME D'ÉTAT : LÉGITIMATION DE L'ÉTAT

L'intensité de la répression de l'islam se constitue sur plusieurs terrains, et leur renforcement réciproque depuis le début de l'année 2025 marque une étape qui insère l'islamophobie dans la fascisation en cours. D'abord, elle est le support d'une activité législative qui construit la légitimité à droite des LR, qui multiplient les propositions de loi islamophobes au Sénat. Si la plus connue est la proposition d'interdiction du hijab dans les sports et qu'elle a été agitée au sein du gouvernement comme une démarcation de LR et Renaissance², cette activité est continue : par exemple, fin mai, LR s'est proposée de forcer à l'application de la loi de 2004 dans les établissements privés confessionnels. Dans le même temps, les polémiques islamophobes, lancées par l'extrême-droite, sont de plus en plus relayées et suivies d'effets : le groupe Bolloré et sa pression quotidienne sur les Musulman-es, qui les amène à exister dans un espace public saturé par l'islamophobie et la normalisation de fantasmes discriminatoires

sur une subversion islamiste, rejoint l'activité politique de la droite. Ainsi, il y a une continuité et une intensification de la compénétration des médias d'extrême-droite et de l'appareil d'État quand en février, Rachida Dati prend la parole pour confirmer l'islamophobie contre Marwane Belazar, ou qu'à la mi-Avril, c'est le rectorat du Doubs qui se sent mis en demeure de répondre au polémiste d'extrême-droite Damien Rieu qui prétend donner l'alerte d'un prétendu entrisme islamiste turc pour une visite scolaire de la mosquée locale des 5e du collège de Pontarlier.

Cette accélération, qui prépare la fusion des droites et élargit la légitimité de l'activisme d'extrême-droite, constitue bien une base à la fascisation en organisant politiquement le basculement de l'ordre républicain vers les tropismes de l'extrême-droite. Les passages à l'acte qui se sont multipliés depuis l'assassinat d'Aboubakar Cissé mettent en évidence l'urgence. Or cette « alliance » n'est pas seulement un mouvement idéologique qui s'appuierait sur la diffusion d'un racisme propre à entretenir les divisions de la classe ouvrière face à son exploitation : elle est aussi un outil important pour le maintien de la domination de la bourgeoisie dans une conjoncture où elle parvient à renforcer son pouvoir à travers l'État alors que l'intensification de l'exploitation devrait fragiliser son assise et renforcer notre camp.

D'une certaine manière, l'islamophobie est l'une des justifications

idéologiques de nos difficultés à nous mobiliser : si l'on affirme en marxiste que l'État a entre autres pour tâche de constituer un apparent arbitrage des intérêts économiques et d'unifier sous une forme abstraite-politique, par l'idéologie, une société en réalité traversée par la lutte des classes, alors la place donnée à l'islamophobie dans la période est facile à identifier. En effet, outre ses effets sur la structure de l'exploitation en France, l'islamophobie permet de comprendre la centralité de l'agitation islamophobe à un moment où l'État renonce à son rôle d'État providence. Alors qu'il se tourne résolument vers l'encouragement de l'autonomie des entreprises, son existence même semble de moins en moins légitime puisqu'il s'est reconstruit sur l'allocation de ressources après les guerres mondiales² et doit dès lors retrouver d'une part le moyen de maintenir sa domination, et d'autre part le moyen de continuer à utiliser ses prérogatives pour favoriser les plus riches. Sa légitimité formelle à faire l'unité politique se situe dès lors de moins en moins sur le plan du maintien d'un équilibre social, mais sur d'autres fonctions qui lui sont propres : le maintien de l'ordre d'une part, et d'une identité commune d'autre part.

La criminalisation et la lutte contre la visibilité de l'islam remplit ce double objectif. Sur le plan de l'impérialisme, l'islamophobie permet également, par la déshumanisation des vies arabes et l'altérisation des musulman-es, de

justifier des politiques militaires peu cohérentes avec les logiques libérales consensuelles depuis la fin de la seconde guerre mondiale mais bien cohérente avec l'histoire longue d'une lutte occidentale pour la domination du monde musulman.³

DYADE ISLAMOPHOBIE ET DOMINATION BLANCHE

L'assassinat d'Aboubakar Cissé constitue indéniablement un moment d'acmé de l'islamophobie française. L'islamophobie s'associe sous la forme d'une dyade à des racismes spécifiques : elle se nourrit des racismes qui sont associés aux personnes déjà racialisées par leur appartenance à l'islam, et participe en retour à renforcer ces racismes. S'il a manifestement été tué parce que musulman, la faiblesse des réactions institutionnelles en hommage à Aboubakar Cissé est indéniablement aussi liée à la négrophobie de l'État. La déconsidération de ses proches, l'attitude des pouvoirs publics tendant à disqualifier l'assassinat comme islamophobe, puis leur incapacité à prononcer le nom de la victime montrent l'intrication de la négrophobie et de l'islamophobie.

Une dyade est une relation à deux termes, qui s'unissent et se complètent réciproquement. Il ne s'agit pas d'une relation dialectique selon laquelle un racisme en supplanterait un autre, ou qu'on pourrait dissocier de manière étanche en identifiant le dépassement du rapport entre deux termes. Surtout, cette lecture dyadique réfute la thèse de l'islamophobie comme « actualisation » du racisme anti-arabe colonial. En effet, d'une part, l'islamophobie trouve des caractéristiques nouvelles et spécifiques dans une situation post-coloniale qui sont plus ou moins cumulatives avec le racisme colonial. Le racisme n'a pas une histoire linéaire, dont la seule source serait le moment colonial qui « perdurerait » comme la marque du péché civilisateur. L'islamophobie constitue une racialisation religieuse, comparable par de nombreux traits à l'antisémitisme — mais elle se nourrit également des racismes spécifiques qui s'y agrègent. Là est la dyade. Le racisme anti-arabe vient ainsi soutenir l'islamophobie, et participe à les constituer, le racisme anti-arabe comme l'islamophobie, et à les renforcer en retour. Il en est de même pour la négrophobie qui renforce



Manifestation contre l'islamophobie, Strasbourg le 14 mai 2025 © Photothèque Rouge.

dyadiquement l'islamophobie dans le cas de l'assassinat d'Aboubakar Cissé. On peut le comprendre à travers une analogie entre le meurtre de Nahel, qui est d'abord un geste anti-arabe renforcé par l'islamophobie et l'assassinat d'Aboubakar Cissé, qui est d'abord un geste islamophobe renforcé par la négrophobie.

Dans le premier cas, la collecte de fonds organisée pour récompenser le policier qui avait assassiné Nahel et couvrir les frais engagés par sa suspension lors de la mort de Nahel a été organisée par Jean Messiha, qui s'est fait connaître par ses positions islamophobes et son argumentaire sur l'assignation de la délinquance assignée aux arabo-musulmans : le meurtre policier est bien redoublé par l'islamophobie et participe à structurer la situation politique dans ce sens dyadique. Dans le deuxième cas, l'attentat islamophobe est redoublé de réactions institutionnelles remarquablement faibles et vexatoires en raison de la négrophobie, patente dans le refus de contacter la famille d'Aboubakar Cissé et même de prononcer correctement son nom.

Le parallèle est frappant en ce qu'il manifeste une progression rapide des effets du racisme puisque le fantasme d'élimination des personnes racialisées de l'espace public, manifeste dans le soutien populaire et les expressions racistes décomplexées dans la foulée de l'assassinat de Nahel et des révoltes urbaines se présente dans un geste — manifeste avec l'assassinat d'Aboubakar Cissé deux ans plus tard. Plus encore, aux lendemains de la

manifestation du 11 mai, c'est le CCIE qui a été perquisitionné et un rapport conspirationniste sur les frères musulmans qui a fait l'actualité, et non une reconsidération institutionnelle de l'islamophobie d'État. Aucune émotion collective à la suite de la mort d'Aboubakar Cissé n'a provoqué de prise de conscience sur les effets des rafles et de la racialisation cynégétique⁵ des personnes en situation de migration ou immigré-es non-documentées et/ou Noir-es. L'émotion, les mobilisations, le deuil institutionnel consenti du bout des lèvres n'auront pas tant provoqué de reflux du racisme qu'elles n'auront participé à l'organiser dans les deux cas.

DYADE ET DUALISME : L'ANTIRACISME FACE AUX RACIALISATIONS

Si l'assassinat d'Aboubakar Cissé a suscité une émotion assez large et que le dédain du ministre de l'intérieur et ministre des cultes Retailleau a été condamné, la mobilisation pour lutter contre les violences islamophobes reste difficile : la répression participe à construire l'intelligence de la situation politique mais ne suffit pas à produire l'analyse. L'analyse de l'islamophobie comme « racisme dyadique » nous permet de mieux comprendre la faiblesse de la dynamique, en ce que la dyade que constitue l'islamophobie requiert une prise en compte commune des racismes et se heurte à la division



raciale généralisée du monde social. Si le racisme structure l'ensemble de la société, la division raciale ne s'arrête pas à notre camp social, elle est structurante à la fois d'un consensus blanc à l'intérieur de notre classe qui participe des rapports hégémoniques de racialisation et de la dynamique de fascisation, mais se déploie également dans les espaces subalternes et constitue donc également depuis le champ de l'antiracisme un défi pour les stratégies de résistance au racisme.

Une mobilisation large, à la hauteur des enjeux, n'a pas eu lieu. Le rassemblement du 1er mai, organisé par la famille d'Aboubakar Cissé, n'a réuni sur la place de la République que très majoritairement des Maliennes, et très peu de personnes issues des autres composantes de la communauté musulmane. Ainsi, le 11 mai a été principalement un rassemblement militant, avec la présence notoire de personnes arabo-musulmanes, dans des cortèges restés modestes et avec l'absence des communautés maliennes. La minorisation des personnes noires dans des espaces hégémoniques de l'antiracisme politique a participé à creuser les divisions du mouvement antiraciste et n'a pas pu aboutir à une bonne articulation des demandes de la famille de la victime et du champ antiraciste, qui est pourtant caractéristique des mobilisations organisées à la suite de violences.

De même, la combinatoire du racisme anti-arabe et de l'islamophobie a participé à invisibiliser l'assassinat d'Hichem Miraoui. Dans le Var, la place de la droite a fait de la marche blanche pour Hichem Miraoui un moment de répression du mouvement antiraciste qui entendait politiser son assassinat par un cyber-militant d'extrême-droite, et le lieu de la reproduction de tropes coloniaux évoquant « son adoption » par le village où il a été tué par son voisin. Le paternalisme colonial qui recouvre et reproduit une injonction à l'assimilation au moment même où son échec est mis en évidence avec la plus grande acuité puisque Hichem Miraoui en est mort participe bien du racisme anti-arabe. Or la difficulté à caractériser son assassinat l'a séparé de la séquence liée à Aboubakar Cissé, et le rassemblement parisien pour Hichem Miraoui est resté numériquement assez faible à Paris le 21 juin si bien que c'est la correspondance du rassemblement avec le retour de Rima Hassan après son incarcération en Palestine occupée qui a participé à publiciser les prises de parole du rassemblement, produisant une convergence de fait, et non une convergence organisée. Aucun cadre lié à l'islamophobie ne s'est saisi spécifiquement de l'enjeu.

LE PARADOXE DU CONTINUUM RACISTE

La démultiplication des actes racistes et leur banalisation rend difficile la construction d'une mobilisation, souvent structurée sur le mode

événementiel. Depuis le 21 avril, les violences islamophobes n'ont pas été interrompues mais ont au contraire progressé : les dégradations de mosquées sont désormais presque hebdomadaires et les violences se multiplient. La mise en évidence d'un « continuum raciste » est ici essentielle. Le racisme semble si normalisé que se mobiliser contre lui semble vain et ne rencontre pas les stratégies de résistance de personnes socialisées à la domination raciale comme fait irrémédiable, face à laquelle toute forme d'action serait impossible.

Ainsi, si l'analyse marxiste de l'aliénation s'applique, ce ne devrait pas être pour se distancier des concerné-es qu'on renvoie à l'opium du peuple parce que musulman-es pour les disqualifier mais bien plutôt, comme chez Marx, pour expliciter la difficulté à se mobiliser des concerné-es par la domination capitaliste raciale. Le racisme est indissociable du capitalisme, dès lors analyser le racisme comme le capitalisme est dans la continuité logique de l'analyse du capitalisme racial. Naturalisée comme un fait culturel national, l'islamophobie est soutenue par un arsenal judiciaire et médiatique et apparaît comme une fatalité n'engageant pas à la mobilisation. Elle n'engage néanmoins pas à la passivité ou à l'acceptation de leur sort les concerné-es, mais bien plutôt à des stratégies individuelles d'émigration, ou de repli. La répression joue également un rôle important dans la faiblesse de la contestation, qu'elle rend



Marche pour la justice 23 septembre 2023 © Photothèque Rouge.

déraisonnable et trop risquée sur le plan individuel : la peur d'être criminalisé-e et ou disqualifié-e comme islamiste prévient les prises de positions et l'auto-organisation. Le récent rapport sur les Frères musulmans, qui qualifie d'entraine toute forme d'organisation des musulman-es participe à cette difficulté à mobiliser les personnes concernées. La situation matérielle des musulman-es semble donc fatale, non pas parce que justifiées pour elleux-mêmes par une quelconque consolation religieuse, mais d'une part par le rôle du consensus blanc qui rend improbable l'existence libérée des musulman-es comme tell-es dans la communauté politique et d'autre part par les logiques individualistes issues d'une rationalité libérale consécutive de l'imprégnation du capitalisme.

LUTTER CONTRE L'ISLAMOPHOBIE DEPUIS LA GAUCHE : ENCORE UN EFFORT ?

L'un des premiers défis rencontrés par la lutte contre l'islamophobie reste l'hostilité de notre camp social à la visibilité musulmane et la nécessité de reconstruire en positif un rapport à celle-ci. Une lecture centrée sur l'hégémonie de la gauche blanche vise à imposer à la lutte antiraciste ses requisits, par la mise en équivalence des racismes plutôt que leur analyse particulière et spécifique sous prétexte d'exhaustivité ou par la défense d'un modèle « acceptable » de personnes concernées, voire par l'égalisation des expériences des un-es et des autres.

Ces réflexes sont indéniablement Blancs, constituant une abstraction par homogénéisation du réel et se situent dans la continuité du double-bind (double contrainte contradictoire) caractéristique des logiques raciales : l'« intégration » présentée comme la réponse à l'islamophobie des islamophobes correspond à l'imposition d'une normativité blanche qui d'une part impose des gages de « blanchité » des personnes racialisées et d'autre part fait de la mixité le lieu d'une panique morale face à une submersion islamique. Cette double-contrainte se retrouve en mode mineur par l'interrogation sur la compatibilité de l'islam et de la République sous couvert de renvoi de la visibilité religieuse à la sphère privée ou de l'expression religieuse à la sphère privée dans le mouvement ouvrier pour une partie de



Rassemblement contre l'islamophobie 19 octobre 2019 © Photothèque Rouge.

notre camp (y compris à l'intérieur du NPA-A)

De telles tensions mettent en question la gauche comme alliée réelle des musulman-es, au vu de sa demande de « gages » permanents aux concerné-es. La subordination d'une forme de « centralité blanche » de l'antiracisme, tactique comme dans les mouvements des concernées ou globalement stratégie et théorique dans la gauche blanche, antagonise la question de la « centralité des concerné-es », voire participe à constituer une identification exclusive d'un antiracisme qui serait aussi autonome de la gauche blanche qu'indépendant de revendications sociales propre à celles-ci. De fait, ces fragilités de la gauche blanche clivent le mouvement antiraciste. Par exemple, l'organisation du 11 mai a notamment buté sur la question de la place des partis institutionnels et de la centralité musulmane de la lutte contre l'islamophobie, notamment autour de la loi de 2010 interdisant le port du niqab qui serait vue comme « trop difficile » à soutenir pour LFI tandis qu'une partie du mouvement structurée autour de Perspectives Musulmanes, visait à réaffirmer qu'il fallait au contraire imposer l'égalité considération des musulman-es, quitte à désaffilier la lutte pour la dignité musulmane des lignes rouges de la gauche blanche.

Face à ce défi, il nous faut réaffirmer la centralité de l'auto-organisation des concerné-es, mais non l'auto-télie des luttes pour la dignité musulmane. Remettre au centre la question raciale dans notre organisation vise au contraire à mettre en relief le caractère indistinct de l'antiracisme et de l'anticapitalisme, et dès lors du fourvoiement que représenterait

un antiracisme strictement culturel. La lutte pour la dignité musulmane ne peut mettre de côté la lutte pour l'abolition du capitalisme racial qui se nourrit de l'altérisation contemporaine des musulman-es et profite de leur subordination sociale pour se constituer un corps d'exception qui justifie les politiques sécuritaires et fait partie des variables qui organisent la dérégulation du marché du travail. En ce sens, la visibilité musulmane et l'affirmation de l'égalité de l'identité musulmane avec toute autre forme d'identité est centrale en ce qu'elle constitue non une manifestation « superficielle » de l'antiracisme mais bien la possibilité d'une connexion de l'antiracisme et de l'anticapitalisme sans concession à la normativité Blanche. □

1. Thomas Deltombe, *L'islam imaginaire*, La Fabrique, 2005.

2. Dans *Les ressorts cachés du vote RN*, le politiste Luc Rouban met en évidence la contestation généralisée de la place de l'État et de ses représentants, qui serait la base commune de la contestation populiste du côté de la gauche radicale et de l'extrême-droite de l'État : le clivage entre les deux « populismes » restant la question raciale.

3. David Harvey, *Le nouvel impérialisme*, Les prairies ordinaires, 2010.

4. Grégoire Chamayou, *Les chasses à l'homme*, La Fabrique, 2010.

5. Olivier Lek Laferrière précise « Nous vivons sous le capitalisme racial, au sein duquel les différentes expressions du racisme — du plus diffus au plus violent, du plus institutionnel au plus individuel — ne sont pas des phénomènes séparés, mais des manifestations d'une même logique structurelle, d'un même système de domination. Ce continuum raciste va des micro-agressions (soupçons, blagues, contrôles) aux discriminations systémiques (logement, emploi, éducation, justice...), jusqu'aux violences policières, aux crimes racistes, aux politiques coloniales et anti-migrantes meurtrières, à la traque aux sans-papiers. Ces formes peuvent varier dans leur intensité ou leur visibilité, mais elles s'enracinent toutes dans la hiérarchisation raciste des existences. » In *Continuum raciste*, L'anticapitaliste n°758, 12 mai 2025.

Lutte contre l'antisémitisme : faisons le point

PAHAFIZA B. KREJE ET TONIO SOUNN

La montée de l'extrême-droite et le péril fasciste dans le monde font de l'antiracisme un enjeu central au cœur de l'ensemble de nos luttes. L'agression le 25 Avril d'un homme visiblement Juif adossée à des représentations antisémites souligne la réalité très concrète de l'antisémitisme en France. Si nous plaidons depuis longtemps pour la convergence des luttes et l'unité du mouvement ouvrier, l'articulation de l'antiracisme à nos luttes se pose désormais comme une urgence politique, en raison d'une part de la pression sur notre droite et dans le camp adverse, et d'autre part par la nécessité d'actualiser un marxisme dont la matrice reste nettement eurocentré. Il faut donc faire le bilan de la séquence qui vient de se terminer.

La question spécifique de l'antisémitisme se pose dans cette perspective de manière singulière. En effet, si l'antisémitisme est un racisme dont l'actualité ne se dément pas, il est au cœur de dispositifs d'État qui visent à l'endiguer mais qui en produisent également en le dépolitisant et en le réduisant à une forme de haine. Ce qui distingue l'antisémitisme d'autres formes de racisme, c'est l'absence d'antisémitisme d'État. Au contraire les politiques mémorielles autour de l'antisémitisme sont prégnantes dans l'éducation nationale, ou dans les programmations documentaires des services publics — si bien que le génocide des Juifs d'Europe, malgré la participation de la France, ne fait pas l'objet d'un discours ambigu ou d'une minimisation de la culpabilité européenne — sans pour autant nourrir un discours antiraciste, mais plutôt une affirmation morale universaliste face à la violence qui devient elle-même un terrain fertile pour diverses formes de racisme.

L'ANTISÉMITISME, UN RACISME À PART ?

Au-delà de cette reconnaissance, acquise au cours du siècle dernier, la lutte contre l'antisémitisme défendue par l'État français se traduit principalement de deux manières : d'une part,

le soutien aux personnalités juives, en dépit de leurs positionnements (comme lorsque le président Macron avait témoigné de sa « solidarité » à Éric Zemmour suite à une agression verbale) et d'autre part la défense systématique de l'État d'Israël. Plus largement, la « tolérance » et l'intégration des Juives et Juifs est l'objet d'un discours politique spécifique, qui en fait une minorité modèle, « intégrée » et « attachée aux valeurs de la République », qui précisément ne revendiquerait pas une visibilité propre mais plutôt une forme d'assimilation et serait donc la preuve de la valeur de l'universalisme français. Elle est en cela notamment opposée à l'autre minorité racialisée sur une base religieuse la minorité musulmane, quand elle ne joue pas activement un rôle de médiation avec celle-ci comme suite à l'affaire Houellebecq.

Pour autant, cette lutte institutionnelle contre l'antisémitisme ne constitue pas une réponse adéquate au racisme qui vise les Juives et Juifs : d'une part, elle reste articulée à des principes libéraux individualisants — autour du « préjugé » ou de l'agitation d'une « monstruosité » rampante après le génocide des Juifs d'Europe, et d'autre part, elle valide une identification essentialiste des Juifs à l'État sioniste et entend interdire toute critique d'un

État colonial et aujourd'hui génocidaire — ce qui ne peut, qu'en retour, nourrir l'antisémitisme qu'il prétend combattre.

UN 8 MARS PAS COMME LES AUTRES

Le discours public qui prétend défendre les Juifs sur la base d'un argumentaire en soutien de l'État d'Israël percuté directement l'actualité du sionisme expansionniste en Palestine occupée et les positionnements traditionnels de l'extrême-gauche. Dans cette perspective, nous sommes aisément taxé-e-s d'« antisémites » quand il s'agit d'affirmer notre soutien aux Palestinien-nés opprimé-es : si cette accusation est fréquente pour l'extrême-gauche, elle l'est beaucoup moins pour l'ensemble de notre camp social. Les positions appelant à la reconnaissance de deux États ou à limiter l'expansion de l'État d'Israël, souvent sans même considérer le droit au retour des réfugié-es, qui pouvaient constituer la routine d'organisations à tendance sionistes de gauche sont mises à mal par la violence du génocide et appellent à une prise de position plus courageuse, à laquelle il est difficile de décider notre camp.

Cette problématique s'est notamment posée avec vigueur dans les cadres féministes : le collectif « Nous vivrons », qui prétend défendre les

femmes victimes de crimes sexuels lors des attaques du 7 Octobre n'a ainsi, en dépit de ses positions sionistes, pas été dans un premier temps exclu du mouvement féministe lors de la date du 25 Novembre. La nature du mouvement, qui intègre pourtant des figures issues de l'UEJF, et son caractère raciste a ainsi dû attendre une manifestation de violence directe contre le cortège d'Urgence Palestine pour que le mouvement féministe puisse clarifier sa position — alors alors même que « Nous vivrons » accusait les féministes qui s'étaient engagées en soutien des Palestinien·nes d'antisémitisme. Face à la sidération qu'impliquerait cette fois une rupture de solidarité avec les femmes israéliennes, assimilées par les discours institutionnels à des femmes blanches, l'argumentaire sioniste de Nous Vivrons, de facto articulé à la domination des Palestinien·nes et la rupture de la « solidarité » entre les femmes qu'il implique n'ont pas pu être clairement identifiés par un mouvement féministe encore inégalement pénétré de l'antiracisme politique. La présence d'un autre collectif, Nemesis, dont la position nettement fémo-nationaliste, en marge de la manifestation du 23 Novembre, qui entendait y défendre un discours raciste sur les violences faites aux femmes a participé à interroger l'ensemble du mouvement féministe qui s'est organisé progressivement pour faire de l'antiracisme et du barrage antifasciste une priorité du 8 Mars.

Ces difficultés de notre camp se manifestent et se réitéreront tant que la clarté politique nous manquera : elles se posent à chaque nouvelle sollicitation politique. La récente polémique autour de l'affiche de LFI sur la manifestation de 22 Mars, qui reprenait les codes graphiques de l'antisémitisme, produit un double effet de dénégation : d'une part, l'antisémitisme comme enjeu apparaît nié devant l'« instrumentalisation » de l'extrême-droite, et d'autre part, elle participe à tempérer ou à fragiliser la démarcation politique de l'antisionisme et antisémitisme.

LE SOUTIEN AUX ORGANISATIONS ANTIRACISTES COMME BOUSSOLE

La clarification politique est dès lors rigoureusement essentielle, et doit s'articuler en deux temps : dans un premier temps, il est essentiel de reconnaître la permanence de l'antisémitisme, voire



son augmentation dans la période. La violence du sionisme et l'hégémonie d'un discours médiatique en faveur du sionisme ne peuvent que constituer des ressorts de l'antisémitisme. De fait, l'impunité de l'État d'Israël, l'exceptionnalité des mesures prises par l'État sioniste — en violation du droit international, de la souveraineté des États arabes — constituent des arguments pour qui recherche une justification aux théories du complot de la domination des Juifs sur l'ordre mondial, ou même de manière plus large à la haine des Juifs : l'actualité implique donc indéniablement la croissance de l'antisémitisme. Nier l'évidence revient à produire une simplification du réel qui nierait notre propre analyse du sionisme, selon laquelle c'est un objectif politique qui ne correspond pas aux

intérêts des Juives et Juifs. Le sionisme est un facteur d'antisémitisme, l'État d'Israël et sa politique impérialiste ne constituent pas une défense pour les Juives et Juifs mais leur mise en danger par un État guerrier.

Dans cette perspective, la lutte antiraciste est une boussole : c'est elle qui doit permettre de défaire l'assimilation des Juifs à la politique israélienne et de construire la solidarité des Juives et Juifs avec les autres catégories sociales racialisées. A rebours des spéculations racistes sur l'organisation communautaire des Juifs·ves, il s'agit de soutenir un discours anti-impérialiste et anticolonial cohérent. C'est en luttant



politiquement contre le rôle de l'État d'Israël dans la géopolitique occidentale que l'argumentaire antisémite contre Israël peut être combattu. C'est dans cette perspective antiraciste que le NPA-A s'est exprimé dès le 7 Octobre en faveur de la résistance palestinienne, et a continué à s'engager résolument en soutien des organisations antiracistes et pro-palestiniennes qui avaient adressé, par exemple en soutenant l'appel d'Urgence Palestine, de Samidoun et du mouvement antifasciste à s'organiser pour que l'objectif du 8 Mars soit de repousser les fascistes et les sionistes.

Dans un deuxième temps, la clarification politique implique également d'identifier l'antisémitisme à un cadre bien plus large et à un temps plus long que celui de l'existence de l'État d'Israël. La seule racine de l'antisémitisme n'est pas la politique israélienne, et, faut-il le rappeler dans un pays qui a collaboré au génocide des Juifs d'Europe alors qu'il maintenait des colonies en Afrique, ne repose pas sur la seule solidarité avec les Arabes. L'antisémitisme a une histoire européenne longue, qui s'appuie d'une part sur l'altérisation religieuse des Juifs, c'est sa racine antijuive, et d'autre part sur l'altérisation communautaire des Juifs, c'est sa racine plus proprement « antisémite ». Cette altérisation communautaire est à la fois le lieu d'une intolérance à des différences culturelles réelles qu'il ne s'agit pas d'invisibiliser, et le résultat d'une discrimination subie par les Juives et Juifs en Europe. Dans cette perspective, la lutte antiraciste constitue également une nouvelle boussole de la lutte contre l'antisémitisme : en effet, l'antiracisme contemporain s'est doté d'outils d'analyse capables de défaire et de porter une critique sur les discours dits d'« émancipation » du siècle des Lumières et qui ont en réalité constitué une entreprise de blanchiment des Juifs et de l'affirmation de l'hégémonie blanche. Ces outils d'analyse doivent être mobilisés pour construire des revendications antiracistes pour une minorité juive qui n'ignore pas ces effets de dominations et la fragilité de l'assimilation des Juives et Juifs à la majorité nationale blanche. La conscience claire de cette fragilité constitue indéniablement un

ressort politique de la légitimation du sionisme parmi les Juives et Juifs : ne pas reconstruire de dénégation universaliste, mais opposer un discours antiraciste à l'alternative sioniste est une tâche urgente. Plus encore, ces outils participent à la formation d'une conscience politique commune des racisé-es — comme la continuité des logiques antijuives et islamophobes participent à le montrer.

LUTTER CONTRE L'ANTISÉMITISME CULTUREL : UNE BATAILLE POLITIQUE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

Les polémiques autour de l'affiche de LFI, dans le camp de l'antiracisme politique, renvoient à une double accusation : d'une part, il s'agirait de « faire le jeu de l'extrême-droite » en confirmant que cette affiche était effectivement antisémite, et d'autre part, il s'agirait de nuire à des alliés objectifs de l'antisionisme politique en accusant LFI. Il faut se pencher sur ce qui prête le flanc aux accusations d'antisémitisme dans séquence. L'image d'un Cyril Hanouna sous des traits caricaturaux est-elle réellement le problème ? S'il est indéniable qu'il y a un problème dès lors que des personnes juives, et d'autres au-delà, ont perçu cette affiche comme antisémite et que simultanément LFI se borne à le nier en bloc sans développer, il convient de se demander pourquoi une affiche faisant partie d'une campagne contre l'extrême droite (qui est pourtant un danger mortel pour les Juifs) a été perçue comme telle. Ce que paye LFI ici ce n'est pas d'avoir laissé passer une affiche rappelant l'imagerie nazie. Dire qu'il s'agit d'une affiche parmi d'autres n'est pas satisfaisant étant donné que Cyril Hanouna était le seul juif représenté. C'est pourtant un des arguments qui a été utilisé par LFI pour se défendre. Et c'est là que le bât blesse. Si sa ligne sur l'antisémitisme et sa compréhension plus large du racisme était claire, le mouvement aurait pu présenter une défense cohérente et ne permettant pas une attaque honnête en antisémitisme.

Cela étant dit c'est justement parce que LFI est une organisation ancrée dans notre camp social qu'il est important de ne pas retenir nos critiques. Une partie du camp antiraciste prend appui sur les revendications de l'antiracisme politique pour produire un impératif en direction des Juives et

Juifs à « tolérer » une forme d'antisémitisme. La lutte contre le sionisme devrait ainsi aboutir à une solidarité de type campiste : tous les sionistes d'un côté, tous les antisionistes de l'autre. Un tel campisme a indéniablement constitué une errance grotesque du mouvement ouvrier au siècle dernier. Il nous faut donc affirmer avec plus de finesse que de même que la défense du sionisme protège une partie des Juifs, mais seulement temporairement, et ne constitue pas une lutte réelle contre l'antisémitisme, l'antisionisme ne constitue pas une lutte suffisante contre l'antisémitisme et ne protège qu'une partie des Juives et Juifs. Plus encore, l'antiracisme politique se saisit de l'épouvantail de l'antiracisme moral : l'affiche reprendrait des « tropes », et l'antisémitisme, puisqu'il ne serait pas systémique ni associé à une surexploitation structurelle des Juives et Juifs de France, ne constituerait pas un véritable enjeu matériel.

Ici, il faut s'interroger : la représentation de Cyril Hanouna proposée par la France Insoumise n'a pas seulement repris ou mobilisé des tropes, elle a constitué la « citation » d'une scène antisémite. Les images, tout autant que les discours, existent et structurent les imaginaires. Il est de fait surprenant qu'une figure comme Houria Bouteldja, qui insiste sur l'importance des imaginaires politiques et souligne l'insuffisance d'un travail sur celui-ci à l'extrême-gauche se montre ensuite aveugle à la réactivation d'un imaginaire antisémite. La défense de la « nation », qui par ailleurs ne s'est pas faite en Europe sans exercer une violence assimilatrice sur les Juives et Juifs, devait-elle la rendre si aveugle à ce sur le mépris desquels elle s'est construite ?

Les effets matériels de l'affiche de LFI sont donc bien là : l'imagerie antisémite à nouveau circule, et a pu interpellé l'ensemble du camp politique et des Juives et Juifs. Dès lors, le geste n'est pas sans effet politique, ni sans effet matériel.

Mais plus largement, et au-delà des représentations, LFI n'a jamais su comment réagir face à des accusations d'antisémitisme fondées. Par exemple lorsque Jean-Luc Mélenchon a dit en 2021 qu'Eric Zemmour n'était pas antisémite car son conservatisme reproduirait beaucoup de « scénarios culturels » issus du judaïsme, il était

indéniable que ces propos étaient antisémites. Quelle fut la réaction de LFI ? Tout d'abord des accusations d'instrumentalisation des propos de Mélenchon par la droite, puis un mea culpa tiède du tribun qui reconnaît seulement s'être mal exprimé. S'il est vrai que cette sortie antisémite a été instrumentalisée par la droite pour discrediter LFI en l'accusant à tort d'être un parti avec un projet antisémite, il est aberrant de refuser d'admettre que ces propos étaient antisémites et de refuser de présenter des excuses.

S'agissant de la situation actuelle quelles sont selon nous les erreurs commises par les insoumis ? En premier lieu le silence pendant trois jours après le retrait de l'affiche montre un manque de préparation et l'inexistence d'une ligne claire sur le sujet de l'antisémitisme. Par la suite Manuel Bompard reconnaît une erreur mais sans développer suffisamment sur la nature de cette dernière. Enfin Jean-Luc Mélenchon réagit en parlant uniquement d'instrumentalisation de l'affaire par l'extrême-droite, négligeant totalement de parler de la réalité de l'antisémitisme.

C'est ce genre d'erreurs qui a installé une situation dans laquelle la droite s'engouffre dans le tunnel que LFI a contribué à creuser en laissant planer le doute sur leur potentielle vision antisémite. Cette droite en profite pour installer de longues séquences pendant lesquelles il est difficile de parler de fascisme et de pointer du doigt leur offensive raciste qui permet la montée en puissance de l'idéologie suprémaciste blanche dans de larges pans de la société. LFI se conçoit comme une citadelle assiégée, et cette conception la mène à rejeter tout reproche et à parler d'instrumentalisation dès qu'une attaque est formulée contre le mouvement. Cela est délétaire mais tout peut encore changer. Si LFI fonctionne encore largement sur un logiciel d'antiracisme moral, il faut remarquer leurs pas en direction d'organisations qui défendent un antiracisme politique. Ce n'est qu'en acceptant de continuer dans cette direction, en admettant la nature encore largement coloniale de l'État français, en développant un discours sur la racialisation des personnes juives et en ayant une ligne claire sur la nature ethnonationaliste et profondément coloniale de l'idéologie sioniste politique, en renonçant

explicitement à l'universalisme Français et au modèle des Lumières que le mouvement insoumis pourra s'affranchir de ces longues séquences qui font perdre tant de temps à notre camp social.

Il faut avoir confiance en le fait que LFI n'est pas un parti avec un projet antisémite, il reste à le montrer clairement : faites mieux.

L'ANTISÉMITISME N'EST NI CULTUREL NI RÉSIDUEL : LE CAS D'UNE AGRESSION ANTISÉMITES

Mercredi 30 Avril dans le Gard, une agression antisémite d'une extrême violence a eu lieu au beau milieu d'une scène d'une extrême banalité : alors qu'il nourrissait les chats errants, un homme de 70 ans a été interpellé par un autre, ivre, pour lui demander de l'argent. Visiblement juif puisqu'il portait une kippa et des tsitsit, son refus a débouché sur de violentes injures antisémites, et une agression d'une rare violence : un premier coup dans le dos l'a fait chuter, puis, selon un témoin, plusieurs dizaines de coups de pied lui ont été envoyés alors qu'il était au sol. Le parquet d'Alès a immédiatement reconnu le caractère antisémite de l'agression. Et ce, malgré les circonstances qui associent le suspect à un profil « marginal », connu pour des faits de petite délinquance et manifestement sous l'emprise de l'alcool.

Une telle agression n'est pas anodine et n'est pas un simple fait divers anecdotique : il accroît la pression qu'ils ressentent quant au fait d'être une minorité racisée visible. Elle ne correspond pas non plus à un invariant historique de l'antisémitisme et de l'antijudaïsme européens : c'est bien maintenant que l'antisémitisme sévit et son actualité doit aussi être la nôtre. La réactivation suprémaciste blanche de thèmes sur la « submersion » et la « subversion » raciale en Europe, notamment impulsée par les mouvements d'extrême-droite proches de Renaud Camus ne peuvent que renforcer l'antisémitisme historique dont il emprunte les tropes. Pour le dire en un mot, le pays ne peut pas être aussi islamophobe sans être en même temps violemment antisémite. L'extrême-droite a déjà plusieurs fois souligné que, dans sa lutte contre la visibilité musulmane, elle demanderait des « concessions » aux Juives et Juifs — concessions que beaucoup ont déjà faites au nom de

l'assimilation comme modèle républicain et dont il s'agit d'enrayer le modèle d'invisibilisation blanche.

Les racines communes de l'islamophobie et de l'antisémitisme ne doivent pas produire de mise en concurrence de la reconnaissance des racismes : il ne s'agit ni de faire de la reconnaissance de l'antisémitisme le modèle qui permette la lutte contre l'islamophobie, ni de faire l'islamophobie le « nouvel antisémitisme ». Si l'évidence de la qualification raciste contraste avec celle de l'assassinat d'Aboubakar à la Grand-Combe, géré par les mêmes instances, la reconnaissance institutionnelle de l'antisémitisme ne suffit pas à protéger les Juives et Juifs.

Après s'être relevée, la victime s'est sentie tellement en danger en raison de sa judéité visible qu'elle a voulu se découvrir pour se protéger. Non seulement le geste de cet homme est complètement compréhensible, mais surtout il reflète l'oppression que subissent les Juives et Juifs en France et leurs réflexes d'autodéfense. Aussi nous devons, en tant qu'antiracistes, nous positionner en soutien à l'ensemble des personnes Juives et soutenir leur visibilité, y compris religieuse, et ce par une politique volontariste de dénonciation de l'antisémitisme — sous toutes ses formes, afin de faire de notre camp un allié crédible des Juives et juifs. □

S'organiser sur le terrain judiciaire contre la répression

PAR SULALAT

Depuis l'élection de Macron en 2017, la répression croissante des luttes sociales met en évidence la crise profonde que traverse notre démocratie libérale, et qui transcrit politiquement celle du système capitaliste et de l'instabilité qu'elle provoque. Puisqu'elle ne permet plus aux États de maintenir les intérêts de classe sans avoir recours à l'autoritarisme et à la violence, il devient — pour une partie de la classe bourgeoise — de plus en plus réaliste d'abandonner la démocratie pour se diriger vers une gestion autoritaire, voire fasciste.

Ce mouvement va de pair avec les alliances avec l'extrême droite, le décuplement des politiques racistes et la réduction de l'État de droit. La législation sécuritaire de plus en plus répressive et la judiciarisation accrue des rapports sociaux doivent nous questionner sur la place de la justice dans nos luttes.

L'ÉVOLUTION DE LA RÉPRESSION

Depuis l'état d'urgence en 2015 et sa prolongation en 2017¹, le renforcement des dispositifs sécuritaires va croissant. La dynamique est la suivante : d'un côté, les moyens légaux de contestation se réduisent et de l'autre, l'arsenal législatif-sécuritaire ne cesse de s'étendre, avec des capacités de fichage toujours plus importantes (il existerait une centaine de fichiers administratifs), couplée à une succession de lois liberticides (loi anticasseurs de 2019, loi sécurité globale et loi séparatisme de 2021, loi anti-squat de 2023, etc.) et à une criminalisation toujours plus large de comportements — aboutissant à un nombre record de plus de 80 000 détenu-es en 2025.

Ainsi, l'État cherche à faire disparaître toute contestation radicale du monde social alors que les injustices sociales sont toujours plus criantes. Il s'est opéré un double tournant : l'action politique a été criminalisée par l'État et dépolitisée par la justice bourgeoise².

Les luttes politiques ont été progressivement criminalisées pour les assimiler à des actes de délinquance et sont jugées comme telles. En parallèle, un certain nombre d'actions militantes sont poursuivies sous la législation antiterroriste — les politisant de fait de manière totalement arbitraire, ce qui permet de soumettre toute parole et action politique à un régime d'infractions d'exception, particulièrement répressif³ (de part une instruction judiciaire fondée sur une procédure administrative et policière de lutte contre le terrorisme ou via des procédures expéditives de comparution immédiate). Symptomatiquement, l'État en vient à construire des poursuites pour l'exemple, tel le procès des inculpé-es du 8 décembre 2020 qui rappelle le fiasco de l'affaire Tarnac mais cette fois avec des condamnations de 2 à 5 ans de prison pour association de malfaiteurs à caractère terroriste.

Progressivement, c'est donc l'État qui décide ce qui serait légitime politiquement ou non. Le cas du délit d'apologie du terrorisme illustre ce basculement : en 2014, l'infraction passe dans le droit commun — alors que c'était jusque-là un délit de presse jugé par des magistrat-es spécialisé-es. Il devient alors une réelle arme contre la liberté d'expression⁴ en combinant deux aspects : la poursuite d'actions ou paroles politiques sur la base d'une infraction

issue du régime législatif antiterroriste et sans instruction judiciaire, par la voie de la comparution immédiate. L'effet est immédiat : on passe de quatorze condamnations entre 1994 et 2014 à plus 1800 entre 2015 et 2023⁵.

Sur instruction du ministère de la justice, des procédures sont lancées quand bien même on sait parfois qu'elles ne vont pas aboutir. Dans la répression, le pouvoir ne craint d'ailleurs pas de se trouver dans l'illégalité⁶ nasses, violences policières, contrôles d'identité en dehors de tout cadre légal, interdictions de manifester). Au contraire, chaque nouvelle loi sécuritaire permet de rendre légaux des outils de répression utilisés préalablement dans l'arbitraire absolu, entérinant a posteriori les pratiques illégales testées auparavant — c'est typiquement le cas pour les technologies de surveillance.

En cela, l'institution judiciaire qui valide ces procédures administratives (qui reposent parfois sur des notes blanches de l'administration auxquelles la personne mise en cause n'a pas accès pour sa défense⁷) et réprime les militant-es politique est plus que jamais une justice de classe et un outil pour maintenir l'ordre social.

D'ailleurs, le mythe constitutionnel du contre-pouvoir à l'autoritarisme de l'exécutif que seraient le Conseil constitutionnel ou le Conseil d'État s'effondre quand on regarde les procédures de

dissolutions administratives. Depuis 2017, c'est plus de 40 décrets qui ont été pris à l'encontre d'organisations de lutte contre l'islamophobie, propales-tiniennes, antifascistes ou écologistes et qui ont pour la majorité été validées par la justice.

UNE ATTAQUE GÉNÉRALISÉE SUR LE MOUVEMENT SOCIAL

La justice, aux côtés de la police, est un outil de régulation de l'ordre social indispensable à l'appareil répressif de l'État et à l'exercice de son pouvoir. La répression n'est donc pas la dérive de l'État de droit mais une méthode de gouvernement lorsque la structure étatique est en perte d'hégémonie idéologique ; elle devient alors la garantie de son maintien en réduisant les moyens de contestation. Ce basculement d'un maintien de la domination de l'État bourgeois par la violence implique un élargissement des cibles de la répression.

Depuis très longtemps, elle a concerné les habitant-es racisé-es et descendant-es de l'immigration postcoloniales des quartiers populaires, qui ont été le « laboratoire » de la domination policière et les première-s à subir les violences policières⁸. Là encore, l'institution judiciaire sert bien souvent à valider une politique gouvernementale et un racisme d'État. Encore récemment, les poursuites des jeunes de quartiers populaires qui se sont revolté-es suite au meurtre de Nahel ont conduit à des condamnations pour l'exemple d'une rare violence et qui visaient à anéantir le caractère politique des destructions. On retrouve la même combinaison de logiques

répressives et racistes dans la criminalisation massive du mouvement contre le génocide en Palestine qui a mobilisé surtout des personnes issues de l'immigration post-coloniale. La répression continue mais on dénombre déjà plus de 700 enquêtes et près de 200 condamnations. Il faut prendre la mesure du fait qu'un grand nombre de ces poursuites ont pour origine des saisines faites directement par le ministre de l'Intérieur ou de l'étroite collaboration entre organisations d'extrême droite ou réactionnaires et services de police par des signalements massifs ou de plaintes.

La législation anti-terroriste issue de l'état d'urgence de 2015 a principalement été utilisée contre des musulman-es. Plus récemment, ce sont des militant-es écologistes, comme les 9 militant-es poursuivi-es par le parquet antiterroriste pour association de malfaiteur après une action de désarmement d'une centrale à béton d'une usine Lafarge, ou des syndicalistes qui les subissent — y compris pour des actions non violentes et symboliques — à tel point que l'ensemble du mouvement social se retrouve à devoir gérer, à des niveaux différents, la répression de l'État. Concernant les syndicats, plus de 1000 militant-es de la CGT ont été poursuivis dans le cadre des mobilisations des retraites de 2023⁹ avec une dizaine de secrétaires généraux d'organisations auditionnés par la police, une répression antisyndicale inédite depuis un demi-siècle¹⁰. L'utilisation d'un arsenal pénal particulièrement répressif à l'encontre des militant-es poursuit non seulement l'objectif d'empêcher la contestation de l'État

(par l'auto-censure) mais aussi tend à isoler les militant-es en désagrégeant des collectifs. Ce qui nourrit en retour davantage de répression par l'individualisation de ce qui relève d'un mouvement de lutte collectif.

LA JUSTICE, UN TERRAIN DE LUTTES À POLITISER PAR NOS REVENDICATIONS

De par la composition de son corps (les professionnel·les du droit sont structurellement issu·es des classes dominantes) et des liens structurels qui existent avec le pouvoir d'État, l'institution judiciaire applique une justice de classe qui légitime l'exploitation en condamnant dans l'écrasante majorité les personnes les plus exploitées et opprimées par ce système capitaliste, ce qui en fait un outil puissant de défense de l'idéologie dominante.

Malgré ces limites et face à la dégradation du rapport de forces, la défense des outils démocratiques est nécessaire dans la mesure où ils permettent au mouvement ouvrier de s'organiser et de construire la conscience de classe. En effet, on ne peut se limiter à « profiter » de la répression étatique pour établir le rapport de force, quitte à précipiter l'arrivée au pouvoir d'un régime plus autoritaire, voire fasciste. D'ailleurs, un haut niveau de répression n'implique pas un niveau d'auto-organisation proportionnel à l'offensive ni une unité face à la répression. Il est marquant qu'après la mobilisation massive pour les retraites, il n'y a pas eu de convergence lorsque les révoltes ont débuté suite au meurtre de Nahel. En conséquence, le mouvement ouvrier doit aussi défendre ses acquis



Rassemblement de soutien à la Palestine, 12 octobre 2023 © Photothèque Rouge.



et nos droits démocratiques avec des revendications transitoires qui préparent leur dépassement.

Parmi les aspirations à la justice sociale, les revendications qui concernent l'institution judiciaire sont importantes dans notre camp social : notamment la fin de l'impunité policière et les procès pour les victimes de violences policières. Nous exigeons la justice pour les crimes policiers parce que nous savons que c'est une étape essentielle du rapport de forces contre la domination policière, construite sur l'impunité. C'est en ce sens que lors de révoltes à la suite de la mort de Nahel, nous avons notamment formulé des revendications d'amnistie pour les condamné-es. Au-delà de la répression, les luttes judiciaires de Tran To Nga pour la reconnaissance de son statut de victime de l'agent orange, celle des victimes du chlordécone ou encore la médiatisation de procès de viols participent à conscientiser la lutte des classes par la contestation l'état actuel du droit qui protège les multinationales et perpétue la culture du viol.

Ainsi, si nous ne nous faisons aucune illusion sur sa nature, nous ne pouvons nous désintéresser de revendications qui concernent l'institution judiciaire, de même que nous devons agir contre la judiciarisation de la lutte politique. De même, nous pouvons utiliser le recours à la lutte judiciaire tactiquement à des fins d'agitation politique. Non seulement la justice est un point d'appui pour montrer la nature réelle

de l'État, c'est aussi un terrain de la lutte des classes.

LE COLLECTIF CONTRE L'ISOLEMENT

Remettre de la conflictualité sur le terrain judiciaire permet de discuter de la légitimité de la lutte politique avec des revendications en ce sens. De même, des victoires juridiques constituent des points d'appui qui permettent de redonner confiance dans la mobilisation. Par exemple, suite au 7 octobre 2023, il a fallu contester chaque arrêté d'interdiction des mobilisations tout en poursuivant les rassemblements malgré les risques de répression. Ces deux terrains de luttes ont permis de dépasser des interdictions systématiques et généralisées.

Dès lors que l'individualisation de la répression est liée à nos difficultés de construire des mobilisations offensives qui débouchent sur des victoires, nous devons nous organiser pour créer du collectif anti-répression, à l'image des collectifs de défense collectives en manifestation. Ces collectifs auto-organisés ont pour but de s'approprier nos droits, créer du collectif contre l'isolement et un rapport de force dans la défense d'urgence qui est faite pour condamner sévèrement, notamment par les comparutions immédiates. Cela est d'autant plus nécessaire que l'on sait que les procédures judiciaires ont toujours un effet de désengagement pour les mis-es en cause et d'épuisement généralisé qu'implique la constante judiciarisation de la résistance à la répression.

Chaque échéance judiciaire (qu'elle soit pénale, devant la justice administrative ou prud'homale) permet de

médiatiser la lutte que l'État voudrait voir silencieuse par la répression, et permet aussi d'imposer une défense politique : le combat judiciaire pour la libération de plusieurs dirigeants indépendantistes kanaks, ceux contre les mutations forcées des syndicalistes Kaï Terada et Anthony Smith mais aussi la mobilisation autour de la dénonciation des poursuites contre Anasse Kazib ont permis de créer de la solidarité contre la répression, même s'il reste difficile de dépasser les cas individuels. Enfin tactiquement, la judiciarisation de l'action militante permet parfois de montrer l'absurdité et la violence de la répression, notamment en ce qui concerne les condamnations pour des actions de désobéissance civile.

Recourir à la justice, lorsque c'est articulé à des mobilisations, c'est aussi s'organiser contre la réduction de nos espaces de lutte et de nos droits démocratiques fondamentaux. L'intensification de la répression et la fascisation de l'appareil d'État doit nous conduire à adapter nos moyens d'action sans négliger l'auto-défense qui dépasse les revendications appuyées sur l'appareil d'État. Cela passe par dénoncer la répression et chercher à construire des mobilisations offensives. □

1) Loi « renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme » (SILT)

2) Vanessa Codaccioni, Comment les États répriment : Une courte histoire du pouvoir de punir. Ed. Divergences, 2025.

3) *idem*.

4) Interview de Vanessa Codaccioni où elle précise « Parce que si on voit ce qui s'est passé le 7 octobre, ce qui se passe en ce moment à Gaza et ce qui se passait avant à Gaza, on devient fou. Des choses écrites dans ce contexte-là sont immédiatement criminalisées. C'est une forme de répression des affects très puissants liés à des événements politiques. » in revue l'Anticapitaliste n° 156, mai 2024.

5) 189 condamnations prononcées entre octobre 2022 et juin 2024 selon le quotidien Libération. 6) Qui nécessite bien souvent de recourir à la justice internationale (CEDH), avec des procédures qui durent des années

7) Pour les JO, c'est plus de 559 Mesures Individuelles de Contrôle Administratif de Surveillance qui auraient permis d'exclure de périmètres ou assigner à résidences des personnes sans possibilité d'accéder aux renseignements sur lesquelles elles reposent.

8) Mathieu Rigouste, La domination policière. Ed. La fabrique, 2021.

9) Clotilde Mathieu, Plus de 1 000 militants de la CGT poursuivis en justice : Sophie Binet dénonce la répression des syndicats. L'Humanité, 6 décembre 2023.

10) Cécile Hautefeuille, Après la réforme des retraites, une répression syndicale sans précédent. Médipart, 21 décembre 2023.



Marche contre la réforme des retraites 20 février 2020 © Photothèque Rouge.

Retailleau : l'ascension fulgurante de la médiocrité raciste

PAR ÉDOUARD SOULIER

Le passage à la lumière — de ministre de l'intérieur et chef des LR — de la part d'un insignifiant sous-fifre de De Villiers a de quoi interroger. Celle-ci s'est faite dans un contexte particulier de polarisation et de la reconfiguration de la droite française après la déroute de Pécresse en 2022 où celle-ci avait fait moins de 5 %. Mais bien sûr elle trouve son origine antérieurement via le tournant Sarkozy en 2007 qui pensait avoir « siphonné » les voix du RN en adoptant son discours raciste.

Les LR sont issus de l'organisation créée par Chirac lors de son élection en 1995 et a culminé en termes d'attraction électorale avec l'élection de Sarkozy en 2007. Cette droite est elle-même issue de Gaullisme ; pseudo droite sociale mais plutôt une version brutale de la volonté de contrôle de la classe dirigeante coloniale de s'émanciper de la tutelle américaine. La droite française historique représente les intérêts à long terme du patronat français en se donnant un vernis « social » et « étatique ». Dans les années 1980, la droite avait effectué un tournant libéral mais après avoir perdu les élections en 88 a décidé de limiter cette rhétorique pour revenir aux accents habituels de la grandeur de la France et « du bruit et de l'odeur ». La fin des années Chirac en 2007 signe un tournant avec l'arrivée du Sarkozysme. Cette stratégie n'a fait que radicaliser la droite française qui va durant la période 2012-2025 ne cesser de se droïtiser - à la fois sur les questions économiques ultra libérales mais également sur les questions de « société » comme l'homophobie, le sexisme et bien entendu le racisme.

LA CARRIÈRE DE RETAILLEAU

Retailleau est issu d'une famille ultra catholique de la région de Vendée. Bras droit du très conservateur Philippe de Villiers pendant des années il est surtout « connu » comme

administrateur du Puy du fou : qui est un spectacle « populaire » défendant le roman national français notamment du temps médiéval. Ce spectacle de « divertissement et pas d'histoire » fait en fait la promotion d'« une France éternelle jamais plus belle que dans le catholicisme et la royauté » et « un discours anti-universaliste, antirépublicain, anti-égalitaire, xénophobe, qui masque les dominations de classe et de genre ».

Rompant avec de Villiers du fait de l'impasse politique où celui-ci menait, Retailleau parvient à être élu sénateur et proche conseiller de Fillon au point de couler temporairement avec lui après les affaires de financement de l'ancien premier ministre.

Sa position de sénateur va lui permettre — lorsqu'il prendra la tête du groupe LR en 2020 de développer son opposition au macronisme sur la droite. Le sénat étant par nature une institution plus à droite qui favorise les notables bien installés et donc, contrairement à son influence électorale réelle, fonctionne à l'avantage des LR. Le groupe sénatorial des LR pendant la période Macron va développer une stratégie de pression à la droite du gouvernement. L'histoire de ces 5 dernières années est la lente acceptation par le camp macronisme de cette pression.

Par exemple, Bruno Retailleau dépose fin 2019 une proposition de loi pour interdire les « listes

communautaristes » aux élections. Le groupe de Retailleau va déposer des séries de projets de lois et d'intervention : en 2020 : les LR proposent d'interdire le port du voile pendant un entraînement sportif et d'empêcher l'adaptation de menus dans la restauration collective pour un motif religieux. Sur le voile et les tenues sportives, ils récidivent en 2021 et 2022. Toujours sur les tenues : proposition d'interdire le burkini (2021), Le groupe amende le projet de loi antiterrorisme (Loi sécurité global) en expliquant que le gouvernement considère que « la lutte contre l'immigration illégale n'est pas une priorité ». Les LR sont : « contre la radicalisation islamiste qui de proche en proche s'étend dans notre pays ». Toujours 2021 : les sénateurs de droite déposent un projet de loi sur les principes de la république car les LR considèrent que « L'Europe ne peut pas être le cheval de Troie de l'islam politique ». Le 30 octobre 2023, le Sénat a voté en faveur de l'interdiction de l'écriture inclusive, « marquant ainsi le triomphe de l'universalisme sur le différentialisme » (sic). Ils proposent notamment d'intégrer dans la Constitution la possibilité pour les Français de se prononcer par référendum sur tout projet de loi, quel qu'en soit le





sujet, y compris l'immigration qui n'est ni plus ni moins que le programme du RN.

Le même groupe sénatorial a contribué au durcissement de la loi Darmanin de l'année 2024 en ajoutant la fin du droit du sol et la suppression de l'Aide Médical d'Etat. Il avait proposé plusieurs projets de lois de lutte contre l'antisémitisme mais qui sont en pratique des lois répressives sur la critique d'Israël en 2022 et 2023. Notamment en voulant forcer la définition de l'IRHA de l'antisémitisme. Cette loi a été adoptée en 2025 et la loi sur les signes religieux dans le sport devrait elle aussi bientôt être votée.

Privé de légitimité électorale directe et avec un groupe parlementaire divisé et moins nombreux, Retailleau a permis que le groupe de droite du Sénat soit une vraie pression sur des macronistes pas très résistants. Comme on le voit, une partie des lois racistes votées ces dernières années ont été proposées par le sénat et plus particulièrement le groupe LR.

RETAILLEAU MINISTRE

C'est dans cette continuité qu'il faut comprendre l'ascension de Retailleau au ministère de l'intérieur et son élection triomphante à la direction des LR. Celui-ci a multiplié les déclarations chocs également pour bien montrer qu'il était le digne héritier de Darmanin à ce poste : notamment en 2023 il déclarait « *Certes, ce sont des Français mais ce sont des Français par leur identité et malheureusement, pour la deuxième, la troisième génération, il y a comme une sorte de régression vers les origines ethniques* ». au moment du meurtre de Nahel et des révoltes urbaines qui ont suivi. Déclarations qu'il répète sous différentes formes régulièrement : « *Nous assistons à la chronique quotidienne d'une barbarie ordinaire* » en parlant de la délinquance. Quand il parle du gouvernement Macron : « *ils condamnent la France à subir les grands déséquilibres qu'entraîne le chaos migratoire* » qu'il pourtant il rejoindra. Sur l'islamophobie : « *l'islamisme est en train de gagner des territoires, de conquérir des cœurs et des esprits. Le combat est global : il a une dimension sécuritaire, judiciaire mais aussi culturelle. Un rapport de force s'est*

instauré. On doit l'assumer et mener une guerre totale contre le totalitarisme islamiste » et son désormais célèbre « *À bas le voile !* ». Cette rhétorique est inhabituelle dans le discours du ministre — même si Darmanin en était capable — mais Retailleau en rajoute une couche dans le racisme crasse et surtout ultra violent. Il se met en scène via une communication ultra agressive sur ses réseaux sociaux : flics de la BRI avec des codes liés à l'extrême droite. Cette violence est caractéristique sur les immigrés et les non-blancs mais, comme un déplacement graduel vers le discours fasciste, s'achemine doucement contre les ennemis politiques que sont la FI « *le parti du chaos* » contre lequel il veut faire un « *front républicain* » avec le RN.

MÉTHODES FASCISTES ET COLONIALISTES

Elu triomphalement à la tête des républicains (près de 75 % de voix) dans une campagne de surenchère avec Wauquiez pour qui sera le plus contre l'islam et les immigrés, il a lancé une campagne d'affichage sur la « *France des Honnêtes gens* » avec des images dignes de vichy et des clins d'œil racistes à peine voilés.

Retailleau c'est aussi les politiques racistes anti immigrés. Deux circulaires sur le droit de séjour à peine arrivé ministre : sur le séjour des étrangers et les Sans-papiers en plus d'un durcissement de la naturalisation. Retailleau c'est un déploiement de 4000 policiers lors de deux jours de rafles dans différentes gares de Paris pour des contrôles racistes.

Retailleau c'est également la crispation coloniale lorsque dans la crise avec le gouvernement algérien, pèse de tout son poids le discours raciste et colonial de la droite et de l'extrême droite française : Retailleau a menacé de démissionner s'il n'avait pas gain de cause sur le dossier algérien, c'est-à-dire la renégociation de l'accord de 1968. En déclarant : « *Il n'y a*

pas seulement un problème diplomatique, il y a aussi une question de fierté du peuple français, qui ne veut plus que l'Algérie puisse nous humilier » Enfin c'est la dissolution de la Jeune Garde et possiblement de Urgence Palestine.

Il serait un peu long de continuer à citer inlassablement les sorties racistes et islamophobes de ce sinistre personnage mais il incarne la continuelle dérive de la droite française vers l'extrême droite. Les liens ont commencé à se tisser via sa défense du collectif fasciste Nemesis lors de la manifestation du 8 mars. Il est d'ailleurs avéré qu'il y a des liens forts entre la police et ce groupuscule : un lien qui est donc soutenu par en haut.

En donnant la lumière à l'arrière-ban de la droite en septembre 2024, Macron souhaitait continuer son objectif de pouvoir diriger le pays en s'appuyant sur une frange de plus en plus réactionnaire et raciste de l'échiquier politique. Cette stratégie a remis en selle une droite prête à toutes les alliances avec le RN — chose qu'elle avait commencé avec Ciotti en Juillet 2024 mais qui va en constituer la continuité inéluctable. Notamment pour les municipales. On le voit la poussée vers l'extrême droite date de plusieurs années et on constate les impacts en termes de loi votées plusieurs années après. Elle crée une atmosphère raciste et islamophobe au plus haut de l'état qui alimente le sentiment d'impunité de la police et encourage les passages à l'acte.

La droite française ne considère pas l'extrême droite comme une menace et maintenant ni comme un adversaire. Il y a une évolution de cette stratégie et Retailleau n'en est que le clown ventriloque. □



Questions au gouvernement 12 octobre 2024, © Photothèque Rouge.

Face aux dangers de la situation, tenir le cap d'une organisation du mouvement ouvrier, militante et révolutionnaire

PAR ELSA COLLONGES, ANTOINE LARRACHE, HÉLÈNE MARRA, ROBERT PELLETIER, SIMON PICOU

Le congrès du NPA-A, premier congrès depuis la scission avec le NPA-R, a montré notre capacité à rebondir mais aussi les faiblesses importantes de notre organisation, que nous devons nous efforcer de juguler.

La première bonne nouvelle de ce congrès est que l'organisation se reconstruit, avec environ 1100 membres, ce qui en fait la moins petite des organisations de la gauche révolutionnaire. La seconde est qu'un accord large existe sur le profil politique de l'organisation se référant à l'histoire de la LCR et de la IVe Internationale, et à nos acquis stratégiques, notamment la grève générale insurrectionnelle. L'adhésion du NPA-A à la Quatrième internationale est d'ailleurs un élément déterminant pour faire vivre l'organisation sur la durée.

Cependant, différents points sur le fond nous ont semblé problématiques dans les débats de ce congrès, qui nous ont conduit à nous situer en dehors de l'arc majoritaire du bloc de direction, à exprimer des critiques en espérant faire avancer la discussion collective.

CONSTRUIRE UN PARTI DU MOUVEMENT OUVRIER

Le premier désaccord porte sur la discussion sur les classes sociales et le « sujet révolutionnaire ». Nous considérons que le texte adopté tend à mélanger les concepts, à assimiler exploitation et oppressions, au lieu de les articuler, ce qui constitue un triple danger.

Le premier problème est de ne pas saisir que c'est le prolétariat, la classe de celles et ceux qui n'ont que leur

force de travail à vendre, qui doit non seulement gagner l'hégémonie, entraîner et diriger les autres classes vers la prise du pouvoir contre la bourgeoisie, mais aussi engager la transformation révolutionnaire pour détruire la concurrence, la possession privée des moyens de production, etc. Ce sont ces bases matérielles qui structurent la société de classe autour d'une division sociale, genrée et raciale du travail, à la fois productif et reproductif, où exploitation et systèmes d'oppression sont étroitement imbriqués. Le rapport de classe traverse et combine toutes les autres formes de domination sans supprimer leurs spécificités.

Le second problème est de ne pas percevoir qu'existent dans la société des classes intermédiaires (cadres, professions intellectuelles, journalistes, commerçants, etc.) qui sont attachées au capitalisme, même quand leurs membres sont opprimé-es (femmes, racisé-es, LGBTI+...). Certains secteurs militants, parfois même dans le NPA-A, assimilent toutes les oppressions, les mettent au même niveau, sans saisir que certaines sont davantage structurantes dans la lutte contre le capitalisme, tandis que d'autres peuvent y être partiellement intégrées.

Le troisième problème est que de cette discussion découlent également des priorités militantes. Il nous semble

que l'intervention et la construction dans les entreprises et les quartiers populaires en tant que telles doivent rester des priorités. Le mouvement des Gilets jaunes et des retraites ont posé les jalons pour des formes nouvelles de territorialisation de la lutte et d'organisation de notre classe qui devraient nous inciter à nous engager dans les structures interprofessionnelles et les unions départementales et locales.

Nous sommes bien conscients des obstacles et difficultés dans la construction de la grève et le développement de formes d'auto-organisation. Les concentrations ouvrières disparaissent progressivement dans les pays occidentaux, la désindustrialisation s'accroît, tandis que le prolétariat s'accroît au niveau mondial et dans les pays du Sud global.

La prolétarianisation de certains métiers intellectuels, les transformations liées à l'intelligence artificielle et aux technologies numériques posent de nouveaux défis en termes de surveillance des travailleurs, exploitation et épuisement des ressources naturelles.

Mais l'ensemble de ces processus n'efface pas la contradiction centrale : le prolétariat, reste le sujet capable de s'affronter aux intérêts de la bourgeoisie et d'en défier le pouvoir, par la grève, par la prise en main

de la production et la réorientation de celle-ci vers les valeurs d'usage et l'écologie.

LE DANGER ÉLITISTE

Le second désaccord est lié au premier : une construction trop centrée sur les idées abstraites (voire fausses) et mobilisant des concepts non matérialistes. Il en résulte des débats très difficiles à saisir, ce qui accroît la tendance à l'élitisme social et intellectuel déjà existante dans l'organisation. Ainsi sur la question de l'antiracisme, des camarades raisonnent à partir de formules comme « le consensus blanc » ou le « privilège blanc », théorisent l'existence d'intérêts antagonistes entre les prolétaires racisés-es et non racisés-es, et en déduisent comme priorité la lutte idéologique dans et contre une partie de la gauche, voire de la classe ouvrière.

Nous considérons, pour notre part, que le racisme dans la classe ouvrière est une fausse conscience des rapports d'exploitation et de surexploitation qui profitent à la bourgeoisie. Dans ses médias et ses relais d'opinion, cette dernière construit le fantasme d'une communauté d'intérêt entre « petits blancs » et d'un pouvoir économique, détenu par une classe essentiellement blanche. La fausse conscience progresse à la faveur de la crise mondiale du capitalisme et de la peur du déclassement de la petite-bourgeoisie et des fractions de notre classe. Si un combat politique spécifique contre le racisme et l'islamophobie est urgent, il ne permettra pas à lui seul de faire basculer les millions d'ouvrières, d'ouvriers et d'employé-es qui votent RN. Pour balayer cette fausse conscience, nous avons besoin, avant tout, de l'action commune des travailleuses et travailleurs racisés-es et non racisés-es, contre les discriminations, pour l'égalité des droits, pour la défense des services publics mais aussi contre les licenciements ou pour de meilleurs salaires, etc. Le racisme n'est pas une fin en soi, il n'est pas une question morale. Les capitalistes peuvent exercer une domination plus forte sur une partie de la classe ouvrière — femmes, immigré-es ou travailleuses et travailleurs racisés-es — car ils ont un intérêt matériel à dévaloriser leur travail. Il est vrai que le racisme est légitimé et alimenté par l'idéologie suprémaciste blanche, qu'il se reproduit par le biais des

normes et des comportements individuels, mais le marxisme s'attaque à sa force motrice, l'exploitation de classe, pour pouvoir l'éradiquer.

Le biais idéologique et élitiste est plus clair encore sur la question de la cause animale. Rendre le parti antispéciste comme l'a fait le congrès, c'est penser que l'on peut convaincre par la propagande une partie significative de notre camp d'adopter le mode de vie d'une toute petite minorité, par ailleurs marquée socialement (très diplômée, urbaine). C'est faire le choix de se couper de militant-es anticapitalistes potentielles — et de camarades dans nos rangs — qui ne partagent pas cette conception. Mais aussi c'est le choix de nous rendre largement illisibles aux yeux d'organisations qui participent aux mouvements écologistes comme la Confédération paysanne, qui défend l'élevage paysan et critique l'agro-industrie derrière une partie de la production végane, avec laquelle nous devrions au contraire renforcer nos liens dans un contexte de progression des organisations rurales réactionnaires. Nous devrions assumer que toutes les luttes ne se situent pas au même niveau : la priorité pour changer le monde est de libérer les êtres humains, en préservant en même temps la biodiversité et les écosystèmes auxquels est par ailleurs liée leur survie. En lien avec les luttes émancipatrices dans le monde paysan et agricole, le parti peut et doit avoir des revendications transitoires et des propositions pour réduire la surconsommation de viande et combattre l'élevage industriel et la maltraitance animale, tout en laissant la question de l'antispécisme à l'appréciation de chaque camarade.

UNE ORIENTATION DÉTERMINÉE CONTRE LE MILITARISME ET L'IMPÉRIALISME

Le troisième désaccord porte sur la question de la guerre. L'orientation générale du NPA-A est correcte — opposition au militarisme, soutien aux résistances, en Palestine comme en Ukraine, mais elle a deux limites très importantes. La première est une formulation imprécise des rapports inter-impérialistes, et notamment de la critique indispensable de comment les intérêts impérialistes occidentaux sont défendus en Ukraine. Des camarades pensent même que

l'Union européenne pourrait être un point d'appui dans ce conflit, et notamment demandent la fourniture d'armes, sans prendre en compte le fait que les occidentaux veulent étendre leur influence en Europe de l'Est et s'inscrivent dans une marche à l'armement, qui conduit à la guerre. Et, deuxième limite, l'organisation s'oriente beaucoup trop lentement vers la construction d'un mouvement anti-guerre, anti-militariste mondial, se retranchant derrière les difficultés et les limites de ces cadres pour justifier de ne pas s'y investir au lieu de s'engager dans leur construction pour y peser.

De même, si l'organisation a une position correcte sur la Palestine, son investissement réel, à la base, est très limité et notamment du fait de l'absence de moyens déployés par la direction pour l'encourager.

En outre, nous pensons que la critique de notre propre impérialisme doit être centrale. Affaiblie en Afrique et au Moyen-Orient, la France s'engage dans un processus de recolonisation en Kanaky comme à Mayotte. Si son industrie s'est construite autour du militaire (la France est le deuxième exportateur d'armes au monde), en espérant s'affirmer comme le leader européen, cette stratégie a toutefois fini par avoir des effets de désagrégation sur l'ensemble de l'industrie civile.

D'une façon générale, la poussée militariste actuelle et le renouvellement des systèmes militaro-industriels ne sont pas que des instruments de relance économique. Ces institutions autoritaires nourrissent les dynamiques impérialistes, en s'appuyant sur des politiques d'austérité, avec un impact à la fois sur le travail, l'épuisement des ressources naturelles et le contrôle social.

S'INSCRIRE DANS LES DÉBATS POLITIQUES

Enfin, le quatrième désaccord concerne la difficulté de l'organisation pour définir son positionnement en tant que parti politique, vis-à-vis des autres organisations du mouvement ouvrier. Le congrès n'en a pratiquement pas discuté, en dehors de l'orientation générale « unitaire et révolutionnaire ». Pourtant, des moments cruciaux s'annoncent et nous devons développer une orientation qui permette d'y intervenir : les élections

municipales seront un moment important pour les rapports entre les partis, tout comme les prochaines législatives ou présidentielle. Au-delà de considérations générales, l'organisation, là aussi, commente essentiellement les limites des autres organisations (gauche sociale-libérale, LFI...), sans proposer de politique offensive.

Il ne faut pas craindre que les discussions avec les autres partis corrompent notre orientation et nous rendent moins révolutionnaires. De notre point de vue, à une grande échelle, il n'y a pas de crainte sur l'image radicale de notre parti ; l'interaction avec les autres forces politiques n'a pas comme effet de balayer notre orientation stratégique mais de la mettre à l'épreuve dans la pratique militante. Le révolutionnarisme abstrait, sans débats ou combats concrets avec d'autres courants, contient en germe des risques de tournants opportunistes ou sectaires. Aujourd'hui, le parti devrait s'investir résolument dans

la construction du NFP, de la base au sommet et y défendre ses mots d'ordre. Il ne devrait pas craindre de combiner propositions unitaires et projet politique autonome, ce qui laisse la possibilité de se présenter sous nos propres couleurs aux prochaines élections.

RELANCER LA POLITIQUE DE L'ORGANISATION, RÉAFFIRMER LE RÔLE CENTRAL DE LA LUTTE DES CLASSES

La discussion est complexe car les désaccords ne semblent pas frontaux, ils apparaissent comme des nuances. Réorienter l'organisation, la solidifier, n'est pas facile. Cela signifie de prendre des virages résolus : pour réaffirmer le rôle central de la lutte des classes, en comprenant les interactions dialectiques avec les oppressions ; investir le travail de masse qui permet de se lier au niveau de conscience des classes populaires ; faire un effort volontariste de construction sur les lieux de travail, dans les quartiers

populaire et la jeunesse ; construire concrètement l'unité des exploités et des opprimés contre l'extrême droite et contre Macron, tout en défendant un programme révolutionnaire indépendant ; investir les mobilisations internationalistes, notamment sur la Palestine et l'anti-militarisme ; privilégier l'intervention militante par rapport à des positionnements abstraits et extérieurs au mouvement, notamment avec l'illusion que les réseaux sociaux et les personnalités connues du NPA-A seraient la solution. Ce travail de communication et d'agitation ne peut pas être dissocié des dynamiques de mobilisation et du travail militant sur le terrain. Car les solutions, pour le prolétariat comme pour le NPA-A, sont dans l'intervention résolue pour peser sur les luttes politiques et la lutte des classes, pour reconstruire la conscience de classe, travailler à l'unité de celle-ci et préparer les affrontements avec le pouvoir dans un contexte de durcissement autoritaire lourd de menaces. □



Manifestation du 1^{er} mai 2025 à Paris, © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

Soudan : Partager l'émotion d'une révolution

ENTRETIEN AVEC HIND MEDDEB*

Nous publions un entretien avec Hind Meddeb qui revient en détail sur sa trajectoire professionnelle intimement liée à ses combats contre les injustices, la haine de l'autre et la défense des libertés, et nous parle de son dernier film.

Inattendu et inespéré. Ce sont les deux mots qui viennent à l'esprit à propos du succès du film « Soudan, Souviens toi¹ ». Un documentaire réalisé par Hind Meddeb. C'est certainement l'efficacité « du bouche à oreille » des spectateurs qui augurent de la réussite de cette œuvre et obligera le producteur à commander des nouvelles copies pour répondre à la demande des distributeurs. Ce documentaire témoigne de la révolution soudanaise de 2019.

« CHANGER CELUI QUI REGARDE »

La force de ce film est de donner des visages à cette révolution, non ceux des dirigeants ou responsables de partis, mais ceux et celles qui au quotidien font vivre ce soulèvement populaire. Ce parti pris on le retrouve dans son précédent documentaire « Paris Stalingrad ». Elle assume ce choix « de donner la parole seulement aux réfugiés et à ceux qui sont de leur côté donc à ce que la caméra ne soit jamais du côté de la police ou jamais du côté de l'État ou des institutions. Je n'attendais pas en fait des éclaircissements ou des réponses de la part des institutions ou de la police² ». Cette subjectivité totalement assumée s'explique par le rôle que peut jouer le cinéma dans le combat contre les injustices.

« Pour moi les deux choses sont liées. Depuis l'enfance j'avais beaucoup de réactions très fortes à l'injustice quand je la voyais. Ma famille est originaire du Maghreb, ma maman du Maroc et de l'Algérie et mon père de Tunisie. En allant en vacances chez mes grands-parents j'ai beaucoup vu la question des inégalités sociales qui est très forte dans ces pays-là, mais même en France. Pourquoi il n'y a pas un partage des richesses ? Très tôt, déjà à six, sept ans

je partageais le programme du NPA (rire). Même si évidemment je ne connaissais pas l'existence de la politique. En France quand je voyais les gens qui dormaient dans la rue, je ne pouvais pas comprendre comment on pouvait laisser les gens dans cette situation-là. C'est quelque chose qui m'a toujours révoltée. Le cinéma et quelque chose dans lequel j'ai été élevée parce que mon père m'emmenait tout le temps au cinéma depuis vraiment toute petite. J'ai découvert aussi le cinéma néo-réaliste italien de l'époque de Rossellini mais aussi des films comme Mamma Roma de Pasolini et tous ces films-là m'ont vraiment forgée dans l'idée que peut-être avec le cinéma on pouvait agir et montrer les injustices et les inégalités et donc faire changer celui qui regarde »³.

Mais pour le père installé en France en 1967 très impliqué dans la revue d'extrême-gauche « Perspectives tunisiennes » et la mère qui aura été témoin de la répression de la dictature d'Hassan II contre les étudiants, leur situation en France est des plus précaires. Le choix de Hind de faire du cinéma n'est pas vraiment validé par ses parents qui la poussent à suivre des études pour être enseignante, garant d'une certaine stabilité financière inconnue dans la famille. D'où les études en Hypokhâgne et khâgne devant déboucher sur l'agrégation de philosophie.

Mais c'est l'échec au concours. Un échec salvateur qui va la pousser à choisir sa voie, celle du cinéma mais « en prenant un chemin de traverse » sur les bancs de Sciences-Po pour des études de journalisme qui lui permettra de signer son premier film, qui sera à bien des égards une étape décisive de sa trajectoire professionnelle mais aussi personnelle : « je suis étudiante en train



Hind Meddeb, Wikipedia

de faire mon école de journalisme à Sciences-Po et il va y avoir les attentats du 16 mai 2003 au Maroc. 14 jeunes se font sauter dans différents endroits de la ville et 45 personnes vont être tuées. Ils essaient de faire sauter le Sheraton, ils n'y arrivent pas mais ils tuent le portier qui essayait de les arrêter. Ces jeunes avaient été embrigadés à distance par Al-Qaïda. Ils vivaient dans un bidonville et tous avaient essayé de passer en Europe pour une vie meilleure et aucun d'eux n'avait réussi. Deux étaient arrivés en Espagne et ont été arrêtés par la Guardia Civile et renvoyés au Maroc. Deux autres qui s'étaient cachés sur un bateau à Casablanca ont atteint les Émirats Arabes Unis, on les a retrouvés presque morts et pareil, on les a renvoyés au Maroc. Parmi les jeunes qui sont devenus des kamikazes, il y en avait un qui travaillait à l'usine. Il avait eu un doigt sectionné et n'avait eu aucune compensation, aucun droit par rapport à son handicap et avait aussi perdu son travail. Il y avait une violence sociale très forte sur ces jeunes-là transformés en proies faciles pour les recruteurs de terroristes. Le Maroc est un pays où les gens sont extrêmement pacifiques et je n'arrivais pas à imaginer que

ce terrorisme dont on parlait, qui venait plutôt d'Arabie Saoudite ou d'ailleurs, puisse exister dans mon pays le Maroc. J'étais encore étudiante et j'ai mobilisé des amis. Un qui faisait des études d'ingénieur du son à l'école Louis Lumière et deux autres, un photographe et un autre qui suivait les cours de journalisme, Gallagher Fenwick, devenu plus tard grand reporter. Il se trouve que mon meilleur ami à Sciences-Po était marocain et originaire du bidonville et avait grandi dans le quartier qui était juste à côté. C'était quelqu'un qui avait réussi par l'école, il s'appelle Abdellah Tourabi, aujourd'hui il est un grand journaliste au Maroc mais à l'époque il était étudiant en Sciences-Po grâce une bourse obtenue parce qu'il avait été major de sa promotion à l'université de Casa-blanca. Donc c'est Abdellah qui nous a un peu ouvert toutes les portes de ce quartier grâce à ses amis, à sa famille et on a fait un film *De Casa au paradis* où on essayait de comprendre qui étaient ces jeunes devenus des kamikazes. On a rencontré leurs familles, leurs mamans, leurs sœurs, les gens qui étaient au lycée avec eux et on a fait en creux un portrait du bidonville et en même temps un portrait de ceux qui étaient devenus des terroristes. Ce premier film c'était vraiment un film très personnel, comme tous mes films, qui était lié à mon interrogation sur comment une jeunesse marocaine pouvait être tentée par le terrorisme et surtout ça a été pour moi la découverte d'un monde caché derrière des murs. En fait au Maroc, très souvent l'État construit des murs très très hauts pour qu'on ne voie pas les bidonvilles quand on passe en train ou quand on passe en voiture sur l'autoroute. J'ai découvert tout un monde qui était totalement invisibilisé à l'époque, aujourd'hui on connaît mieux les conditions de vie des gens. En faisant ce film, quelque part j'ai fait connaissance avec mon pays autrement que par mes voyages dans la famille ». C'est aussi une des marques de fabrique des documentaires de Hind, suivre un ou plusieurs personnages et à travers eux, appréhender la situation sociale d'un pays.

Elle signera par la suite deux autres documentaires faits simultanément. *Tunisia Clash* qui va suivre un jeune rappeur tunisien en butte à la répression après la chute de Ben Ali. Ce qui vaudra à la réalisatrice un procès et une condamnation à 6 mois de prison avec sursis pour avoir manifesté sa

solidarité avec ce jeune rappeur. Puis un autre *Electro Chaâbi* au Caire dans les bidonvilles où naît un nouveau style de musique, le mahraganat basé sur des chansons populaires auquel s'ajoute du beat électro et du freestyle scandés à la manière du rap. Une fierté pour Hind « J'étais la première en fait à faire découvrir cette musique en dehors des bidonvilles et c'est moi qui ai donné le nom d'électro chaâbi parce qu'en arabe cette musique s'appelle mahraganat qui veut dire les festivals et comme c'est imprononçable en français j'ai inventé le nom d'électro chaâbi qui depuis a été repris par tous les commentateurs de musique, c'est devenu le nom de cette musique à l'étranger. »

LA DÉCOUVERTE DU SOUDAN À PARIS

Lors du tournage de « Paris Stalingrad » qui témoigne de la vie des demandeurs d'asile autour de la station du métro Stalingrad, elle se lie d'amitié avec les soudanais présents. Lors de la chute de la dictature d'Omar al-Bachir, ils la poussent à aller dans leur pays avec une demande « ramène nous des images de notre révolution ». Cette révolution vient de loin car déjà dans la période 2010/2013 d'immenses manifestations voyaient le jour contre le régime d'al-Bachir et si la répression avait réussi à étouffer les voix, les braises de la révolte n'en furent pas éteintes pour autant. En 2019 les mobilisations contre la faim reprennent de plus belle, et les militaires n'ont d'autre choix que de sacrifier leur dictateur sans pour autant céder aux exigences de la rue, la madaniyya, c'est-à-dire la démocratie avec un gouvernement de civils.

Ce documentaire est précieux car il ne nous donne pas à voir mais à partager, les luttes et les espoirs des jeunes révolutionnaires. Il donne largement la parole à ces combattants et combattantes. La voix off se fait rare et est en langue arabe « L'autre problème de la voix off était de choisir dans quelle langue la dire. Spontanément, j'ai essayé d'abord en français, la langue que je parle le mieux. Ça ne prenait pas. Le film la rejetait, comme un corps étranger » explique la cinéaste. Ce choix de l'arabe renforce l'unicité de l'œuvre et favorise notre immersion dans cette lutte symbolisée par une action fondatrice, celle du sit-in de Khartoum la capitale du Soudan.

Le sit-in est organisé début avril 2019

devant le bâtiment de l'État-major de l'armée et va prendre de l'ampleur comme l'indique Hind : « *Ce n'était pas une place ou une avenue, mais tout un quartier qui avait été investi. Les révolutionnaires ont coupé la circulation et ont instauré une cité utopique piétonne. Si bien que ça se déployait comme une ville dans la ville. On pouvait mettre trente minutes pour aller d'un point A à un point B* ».

LES FILLES À L'AVANT-GARDE DU COMBAT

Un lieu où enfin la liberté est retrouvée, les libertés politiques mais aussi artistiques. Un lieu aussi de liberté pour les femmes et les jeunes filles ; « *Les femmes sont celles qui ont le plus souffert de la dictature religieuse. Elles étaient soumises à la tutelle de leur père, de leur grand frère ou de leur mari. La police des mœurs pouvait à tout moment les arrêter pour vérifier leur tenue vestimentaire et les condamner à des coups de fouet. Le voile était obligatoire, le pantalon interdit. Alors même que le Soudan a une tradition féministe très ancienne* ». Une tradition retrouvée avec véhémence. Désormais elles peuvent enfin prendre la parole et se libérer des décennies d'oppression qu'a fait peser le régime d'al-Bachir soutenu par les islamistes en la personne de son dirigeant al-Tourabi. Avec ou sans voile, ces jeunes filles vont se retrouver à l'avant-garde du combat, n'hésitant pas à braver une répression de plus en plus féroce. « En tête de cortège, certaines ramassent les bombes lacrymogènes et les renvoient sur les militaires. Leur courage, les Soudanais l'ont salué en les surnommant « *Kandaka* », du nom de ces reines nubienues, bâtisseuses de pyramides dont l'une d'elles repoussa les troupes de l'Empereur Auguste ».

Autre fait remarquable, cette fluidité entre dans les relations entre les jeunes filles et les garçons. Des relations de camaraderie et de respect mutuel. « *Quand j'arrive sur le sit-in à Khartoum, ce qui me frappe, c'est la mixité et l'absence de harcèlement des femmes, d'ailleurs, elles sont omniprésentes. Musiciennes, peintres, poètes, militantes féministes, médecins, enseignantes, étudiantes ; elles montaient*

sur scène pour les concerts et les débats politiques, étaient impliquées dans l'organisation de la vie sur le sit-in ». Dans tous les moments révolutionnaires, il y a une intensité de politisation mais aussi une effervescence culturelle qui est relatée dans le documentaire même si elle nous donne seulement un petit aperçu de cette éruption créative. En écho à ce que dit Shajan : « *Oui, la révolution nous a permis de toucher à tous les arts. J'ai dessiné, sans pour autant me prendre pour une artiste ou un peintre ou quoi que ce soit. Pourtant, j'ai dessiné, j'ai chanté, j'ai écrit et j'ai joué de la musique, ou plutôt j'ai tenté d'en jouer. Bref, j'ai tout expérimenté. Sur le sit-in, nous avons vécu dans une atmosphère euphorisante, qui nous a incités à essayer plein de choses et à découvrir au fond de nous des talents insoupçonnés. Par conséquent, on peut dire que le Soudan est bourré d'artistes qui s'ignorent et qui doivent absolument s'exprimer* ».⁴

Dans le film d'ailleurs, on peut voir une jeune fille dans une poésie déclamée, critiquer les imposteurs de l'Islam. C'est au nom de cette religion qu'al-Bachir et al-Tourabi vont mener une guerre contre les populations non musulmanes du sud du Soudan pour leur imposer la charia. Cette guerre fit des dizaines de milliers de morts et aboutira à la scission du pays entre Soudan et Sud Soudan. Le film témoigne d'un tournant historique majeur : « j'ai vu se dessiner les contours d'une nouvelle ère que je qualifierais de « *post-islamiste* » et dont les effets affleurent au quotidien. Quand j'arrive à Khartoum, le ramadan a déjà commencé. Chaque soir, le sit-in communie autour d'un immense repas convivial. Dans ce contexte, je remarque quelque chose d'inhabituel ces dernières années en pays musulman : la tolérance envers ceux qui ne font pas le ramadan. Pendant la journée, les « *déjeuneurs* » ne se cachent pas. »

« ON VEUT VIVRE ENSEMBLE »

Il y a les poèmes qui sont récités parmi la foule qui participe en jouant le rôle d'un chœur à l'image du théâtre grec de l'antiquité. Ces poésies rappellent les thèmes de mobilisation de la révolution, la soif de liberté, la volonté d'un gouvernement populaire,

l'attachement à un combat pacifique. Le régime d'al-Bachir n'a pas seulement plongé le pays dans une guerre interminable contre les Soudanais du sud, il n'a eu de cesse de diviser les populations. Il a distillé le poison de la haine entre arabes et non arabes. À l'intérieur même des populations arabes, certaines communautés étaient méprisées comme les Baggaras considérés au bas de l'échelle sociale.

Le sit-in a forgé une cohésion de la révolution mais il va même bien au-delà. Il illustre la possibilité d'un vivre ensemble des populations indépendamment de leur appartenance communautaire ou de leur croyance ou non en l'Islam. Comme le souligne Hind : « Des gens qui disent, on en a ras-le-bol que vous nous montiez les uns contre les autres on veut vivre ensemble » C'est certainement cette volonté maintes fois manifestée lors du sit-in qui représentait un danger pour le pouvoir des militaires.

Au bout de 57 jours, les généraux mettent fin au sit-in avec une violence inouïe. Au petit matin les miliciens incendient les tentes brûlant vif les personnes qui y dormaient. On comptera des dizaines de morts et des centaines d'arrestation. Hind a fait le choix de rapporter ces actes : « Au montage, en revanche, j'ai pris conscience qu'il fallait quand même montrer cette violence ». Pendant quelques secondes on est témoin du démantèlement du camp avec ces « images des militaires qui se filment en selfie, en train de tuer des gens ». Des scènes révoltantes par la bestialité et l'imbécillité des acteurs de la répression, on y entend « ils nous ont gâché nos vacances ils méritent la mort ». Cette violence qui s'abat sur le camp sera le prélude quatre ans plus tard à la violence qui ravagera sur une toute autre échelle le pays, poussant des millions de Soudanais à s'exiler, les autres restant à la merci de l'inhumanité des milices ou de l'armée en tentant de survivre à la famine et aux maladies.

Hind fait remarquer avec justesse que « *Les militaires ont attaqué la veille de la fête qui marque la fin du ramadan. C'est l'équivalent du soir de Noël chez les chrétiens — ce 3 juin était un peu comme un 24 décembre. Et j'en déduis que le choix de cette date était stratégique de leur part. Car sur le sit-in, nombre de révolutionnaires étaient les enfants des militaires. Et les enfants*

de bonne famille rentrent chez eux la veille de l'Aïd. Ils s'assuraient ainsi de ne tuer que les plus pauvres, les plus démunis, les sans-abris, les enfants des rues et ceux qui étaient venus d'autres régions ». Rejoignant ainsi les travaux des universitaires Anne-Laure Mahé et Clément Deshayes qui ont montré à travers une étude empirique les différences de traitement coercitif : « *Les formes que prend la répression épousent et reproduisent largement les hiérarchies sociales et donc les formes de violence structurelle présentes dans la société soudanaise. Par conséquent, la répression, bien que massive et brutale, est inégalitaire dans son application* »⁵. En d'autres termes lors des arrestations, ceux des classes sociales aisées de Khartoum s'en sortent mieux que ceux issus des milieux populaires.

UNE MÉMOIRE VIVANTE

Ces morts vont être honorés à travers d'immenses fresques reproduisant le visage des jeunes assassinés par le régime. Les fresques sont peintes souvent collectivement et sont l'occasion d'un réconfort pour atténuer le chagrin partagé. La poésie participe à ces hommages :

Blessures nocturnes, à vif

Ô nuit du deuil, les rues sont le théâtre de nos blessures

Sur le sit-in, ils étaient comme les jacinthes et le basilic

Leurs rêves comme des ailes de papillons

Couchés sur les mains fatiguées du jardinier

Cette mémoire ne se limite pas au souvenir des martyrs, elle fait resurgir les symboles des luttes passées. Ainsi sont repris les poèmes de lutte des années 50 et 60 comme ceux de Mahjoub Sharif, de Mohammed Wardi ou Azhari Mohammed Ali toujours en vie, qui malgré son âge avancé fut matraqué par la police lors d'une manifestation. Autre défaite principale du gouvernement d'al-Bachir et d'al-Tourabi, celle de ne pas avoir réussi à effacer des mémoires les principaux symboles des luttes et révolutions passées à tel point que des faits quasiment à l'identique vont se rejouer. Ainsi, la révolution de 1964 comme celle de 2019 démarre dans la cité ouvrière d'Atbara berceau du syndicalisme ouvrier soudanais. En 1964 comme en 2019 des trains partent de cette ville, bondés de révolutionnaires pour prêter main



forte à Khartoum et les slogans de 2019 reprennent ceux de 1964.

Ce documentaire se veut un témoignage pour l'histoire et Hind le revendique : « C'est toute l'idée du film : garder une mémoire de cette révolution. Car la logique des militaires est de ne laisser que des images de guerre et de destruction, de tuer cette utopie » On regrettera dans le documentaire l'absence des Comités de Résistance. Ces structures d'auto-organisation qui se sont développées dans les quartiers des grandes villes mais aussi dans les villages à travers tout le pays. Ils seront la cheville ouvrière de cette révolution. Ces Comités de Résistance joueront de multiples rôles allant de la prise en charge des problèmes concrets qui se posent dans les quartiers jusqu'à l'organisation quotidienne des mobilisations, l'animation de la campagne de désobéissance civile suivie par les populations. A la veille de la guerre qui éclatera entre le général de l'armée soudanaise al-Burhan et celui des Rapid Support Forces Hemedti, les Comité de Résistance avaient élaboré une « Charte révolutionnaire du pouvoir populaire ». Ce document qui a été écrit, amendé et discuté par l'ensemble

des Comités du pays pendant de longs mois offrait une alternative politique au pouvoir en place mais aussi à la grande majorité des partis qui n'ont eu de cesse de trahir les révolutions et mobilisations populaires. Absents aussi, les débats sur les questions politiques sur l'avenir de la révolution. Cette absence Hind la justifie « c'est un mouvement très structuré. Mais je ne voulais pas faire le film du point de vue des politiques ou des têtes pensantes du mouvement. Je voulais le raconter d'en-bas. Mais en-bas aussi, c'est structuré par les comités de résistance dans les quartiers. Mais si je les avais filmés, je les aurais mis en danger ».

Si le film n'explique pas la complexité de la révolution soudanaise il nous transmet une émotion dont il sera certainement difficile à se départir si on décide d'en apprendre un peu plus sur cette révolution qui a mis à sa proue les femmes et la poésie. Nous laisserons la conclusion à Shajan qui sonne comme un bel encouragement à nous tous « les sans-grades » qui par nos luttes tentent de construire un monde meilleur. « Ces poètes ont fondamentalement contribué à notre révolution. Ils la guident actuellement,

alors qu'ils sont bel et bien morts. Toi aussi, tu peux contribuer à changer le monde par un petit geste qui se poursuivra, se prolongera et se perpétuera à travers les générations. Et te voilà à changer les choses à ton insu. Ne te déprécie donc pas. Ne sous-estime pas ton action. Aie confiance en toi, car si tu es confiant, ton œuvre sera sublime et continuera d'agir jusqu'à la fin des temps. Tu resteras influent pour toujours et à jamais⁶. » □

* Entretien réalisé par Paul Martial.

1) Soudan, Souviens-toi un film de Hind Meddeb. Titre original : Sudan Y'a Ghali France, Tunisie, Qatar — 2024 — 76min — Couleur

2) Interview Somewhere\Else in <https://www.youtube.com/watch?v=IOWXF4r9Tw>

3) Sauf indication contraire, les citations proviennent soit de notre entretien réalisé le 2 juin 2025 soit du dossier de presse du film Soudan, Souviens toi

4) Soudan 2019 : Année zéro Sous la direction de Jean-Nicolas Bach et Fabrice Mongiat Coédition Soleb/Bleu autour

5) Deshayes, C. et Mahé, A.-L. (2020). « Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés » : répression et violence structurelle au Soudan. *Pôle Sud*, 53(2), 83-99. <https://doi.org/10.3917/psud.053.0083>.

6) Soudan 2019 : Année zéro, *ibid*.

Guerre aux guerres et soutiens aux peuples en lutte



EDOUARD SOULIER

Un air de guerre et de tension pour une ère de guerres et de tensions. Rien dans les préparatifs et la démonstration du 14 juillet, la volonté de hausser le menton belliqueux de Macron se fait de plus en plus criante. « démonstration de force » selon notre ministère des armées. Il n'est pas certain que la classe dirigeante française ait les moyens de ses ambitions en termes de budgets militaires. Il y a probablement dans ces démonstrations une volonté de mise en vitrine pour l'exportation d'armes car la France est le troisième exportateur d'engins de mort sur terre.

Il reste une volonté de « militariser » les esprits pour faire accepter des politiques de casses sociales et permettre un transfert du budget profitable aux entreprises de l'armement. Même s'il ne s'agit pas d'une reconfiguration globale, certaines entreprises voient leur carnet de commande augmenter suite à l'augmentation des tensions. A cause d'une crise de surproduction de l'acier, les fonderies peuvent se réorienter vers l'armement et les munitions. De

même les « secteurs » porteurs que sont l'IA et les drones sont des signes d'un appel vers la collaboration encore plus grande entre les universités et les entreprises de l'armement.

RIPOSTE CONTRE LE SALON DE L'ARMEMENT

Il faut une riposte. Le week-end des 21-23 juin, le Salon international de l'aéronautique et de l'espace accueillait au Bourget les plus grands vendeurs d'armes de la planète. En plein génocide à Gaza, l'État colonial israélien et plusieurs entreprises israéliennes y étaient présents pour vanter leur savoir-faire en matière d'armement « testé sur les populations ». Face à ce salon de l'armement une mobilisation internationaliste et anticoloniale s'est tenue dans le 93, entre actions symboliques, répression policière et soutien populaire.

À l'appel d'une large coalition — Guerre à la guerre, syndicats du 93, organisations politiques, collectifs et associations — un contre-salon de résistance s'est tenu à proximité. Tout le week-end, des actions ont été

organisées pour dénoncer le génocide en cours en Palestine, la complicité des gouvernements et l'impunité des fabricants de mort. Au-delà de l'opposition à la présence israélienne, il s'agissait bien de contester l'existence même de ce salon militariste, outil central de l'économie de guerre globale.

Malgré une chaleur écrasante, des milliers de manifestant-es ont défilé dans les rues du Bourget et de Drancy, rarement traversées par des manifestations. À l'initiative du NPA, un cortège internationaliste composé de BDS, de militants pour le Sahara Occidental, de l'UCK et des des soutiens aux résistances ukrainienne, kanak et vietnamienne a défilé derrière la banderole « Contre les guerres impérialistes, pour la résistance des peuples ».

Car c'est bien de cela qu'il s'agit : les politiques d'armement français, européens et occidentaux sont des préludes à des guerres contre des populations contre des peuples en lutte : en Ukraine, en Palestine, au Yémen au Soudan et en Iran. Non à un monde de guerre et à un système qui préfère produire des drones et des fusils. □